

Armées

d'aujourd'hui



N° 421 décembre 2017-janvier 2018

DISSUASION
L'ASSURANCE VIE DE LA NATION

LES CIVILS, UN ATOUT POUR LES ARMÉES



MILITAIRE & FILS



MILITAIRE & MÈRE

Nous sommes tout ce que vous êtes

SANTÉ • PRÉVOYANCE • PRÉVENTION • ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Une mutuelle qui vous connaît mieux que personne. Elle vous protège, préserve votre avenir, vous accompagne, vous et vos proches. Unéo vous garantit une protection spécifique en santé et en prévoyance, adaptée à vos conditions de vie et aux risques de votre métier. Consacrée aux forces armées, créée et gouvernée par des militaires, la Mutuelle s'engage à être à la hauteur des exigences de la communauté défense. Une force qui vous ressemble et vous rassemble. **Unéo, votre force mutuelle.**



MILITAIRE & SŒUR



MILITAIRE & PÈRE

Unéo, MGP et GMF
sont membres d'**UNÉOPOLE**
la communauté
sécurité défense

Unéo, la mutuelle des
FORCES ARMÉES
RÉFÉRENCÉE MINISTÈRE DES ARMÉES
TERRE - MER - AIR - GENDARMERIE
DIRECTIONS & SERVICES



Pour nous contacter : 0970 809 000 (appel non surtaxé) - groupe-uneo.fr



Dans les coulisses de la dissuasion



© S. MALVERT - DICOD



Ils sont heureux de partir s'enfermer pendant 70 jours au service de leur pays. Les 110 marins qui embarquent sur *Le Terrible*, l'un des quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, à l'île Longue, près de Brest, ont une claire conscience de leur mission. Ils participent à la dissuasion, qui consiste à montrer sa force pour éviter d'y avoir recours, l'un des secrets les mieux gardés de la République. Sur ordre du président de la République, *Le Terrible* est capable de frapper avec ses missiles nucléaires M51 de dernière génération sur n'importe quel point de la planète. Notre reporter a pu monter à bord du bâtiment.

On aurait pu aussi l'appeler dissuasion sauf que celle-là n'est pas nucléaire. C'est la posture qu'adopte l'Otan dans les pays Baltes et en Pologne pour renforcer la présence militaire de l'Alliance atlantique sur le front est de l'Europe. Ceci afin de rassurer les alliés qui se sentent menacés par la Russie depuis l'intervention en Ukraine en 2014. Ainsi, 300 militaires français participent à la mission Lynx de réassurance au sein du bataillon britannique déployé en Estonie. Et 200 d'entre eux se sont entraînés en Lettonie lors de l'exercice interallié Steel Shield qui leur a permis de tester leur interopérabilité aux côtés d'unités canadiennes, estoniennes et polonaises.

Ils ne livrent pas de combat mais ils sont également heureux de s'être engagés au service de leur pays. Ce sont les 60 337 civils de la Défense qui œuvrent chaque jour au sein du ministère des Armées en soutien des forces. Dans l'armée de Terre, de l'Air ou dans la Marine, au sein des directions et services, ils occupent des postes divers, du renseignement à l'infrastructure en passant par l'action sociale. Sans avoir suivi un parcours de militaire, ils en sont largement complémentaires puisqu'ensemble ils partagent les mêmes valeurs d'engagement, de fraternité et d'exigence.

Valérie Lecasble, directrice de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense

Sommaire

Sur le vif	4
En bref	10
Plan famille	
Des réponses concrètes	14
Dissuasion nucléaire	
Dans les entrailles du <i>Terrible</i>	16
Forces aériennes stratégiques : une nouvelle ère	22
Mission Lynx	
Otan : présence renforcée à l'Est	26
Steel Shield : entraînement en terre lettone	28
Grand angle	
Personnel civil, un atout pour les armées	32
Forces spéciales	
4 ^e RHFS : transport et appui d'élite	42
Habillement	
De fil en treillis	44
Grande Guerre	
Début 1918 : tout reste à faire	46
On a testé pour vous	
La récolte de miel à Balard	48
Kiosque	50

N° 421
ARMÉES D'AUJOURD'HUI.



Directrice de la publication
Valérie Lecasble

Chef du département rédactions
LCL (air) Philippe Labourdette-Liaresq

Rédacteur en chef
Paul Hessenbruch (09 88 67 29 11)

Rédactrice en chef adjointe
CNE (terre) Séverine Bollier

Secrétaire générale de rédaction
Sybille Prenel

Secrétaire de rédaction
Yves Le Guludec

Rédaction

Camille Brunier, EV 2 Thomas Casaux, Samantha Lille, Éléonore Krempf

Service Icono / Photos

Christophe Deyres, Patrice Mayon, MCH Anthony Thomas-Trophime

Directeur artistique

Jean-Charles Mougout (09 88 68 61 74)

Mise en page

Bureau des Editions – Dicod

Chef de fabrication

Jean-François Munier (09 88 68 61 80)

Courrier des lecteurs :

armeesdaujournhui@dicod.defense.gouv.fr

Impression

Imprimerie de la DILA
Direction de l'information légale et administrative
29, quai Voltaire, 75007 Paris

Dépôt légal

Février 2003. Dicod, 60, boulevard du Général Martial Valin – CS21623, 75509 Paris Cedex 15
N° ISSN : 0338 - 3520

Abonnement (ECPAD)

Formulaire téléchargeable sur ecpad.fr / 01 49 60 52 44
routage-abonnement@ecpad.fr

Régie publicitaire (ECPAD)

01 49 60 58 56 / regie-publicitaire@ecpad.fr

Couverture

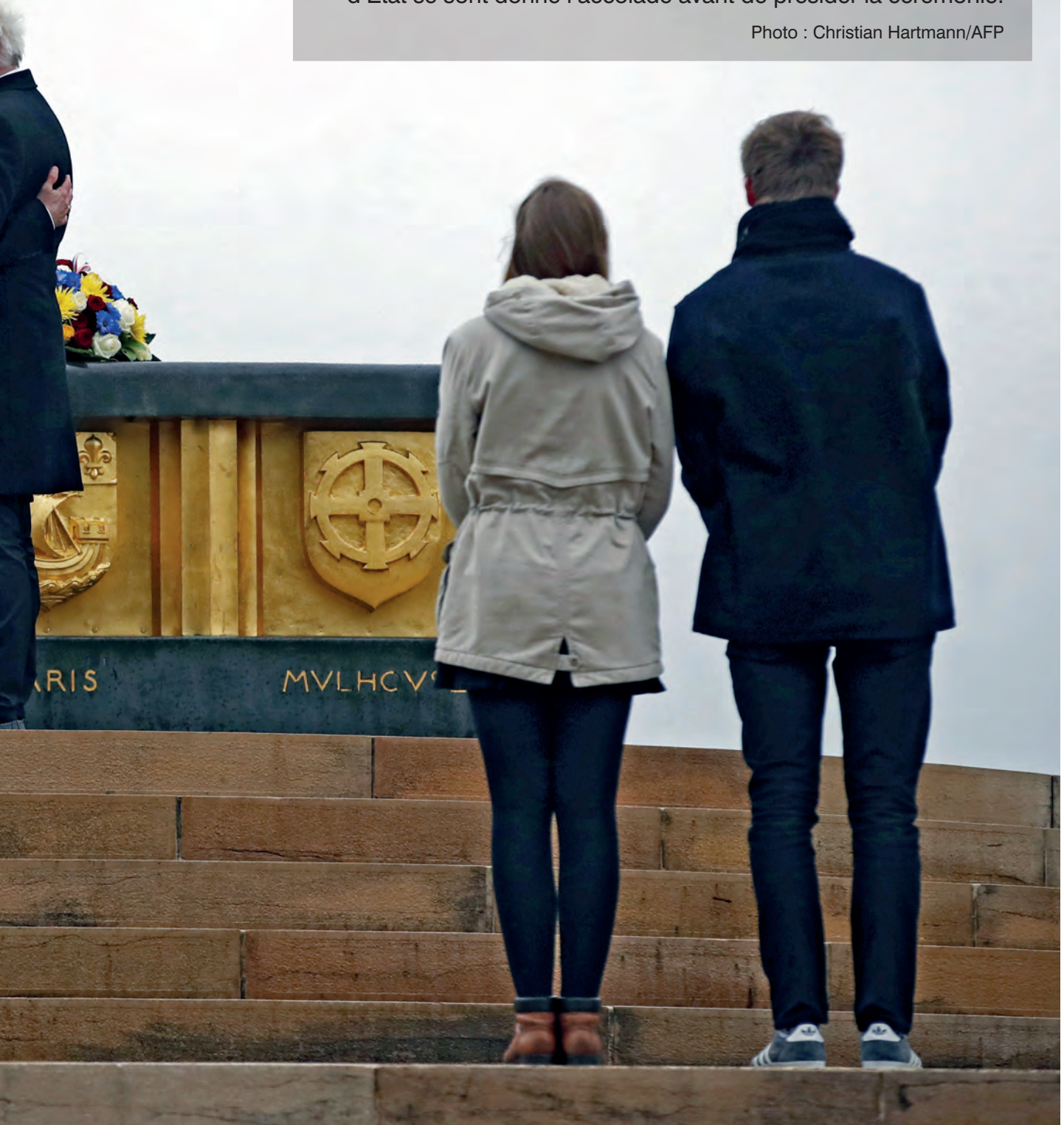
© Jean-Philippe Pons/Marine nationale





Le président de la République Emmanuel Macron et son homologue allemand Frank-Walter Steinmeier ont inauguré le 10 novembre le premier historial franco-allemand de la Grande Guerre, le Hartmannswillerkopf, dans le Haut-Rhin. Les deux chefs d'État se sont donné l'accolade avant de présider la cérémonie.

Photo : Christian Hartmann/AFP





Dans le cadre de l'exercice Advanced Tactical Leadership Course, qui s'est déroulé du 1^{er} octobre au 16 novembre sur la base aérienne d'Al Dhafra, aux Émirats arabes unis, 48 aéronefs, dont une dizaine pour la France (Rafale, E3F Awacs, Mirage 2000-5F et A400M), ont été engagés. Objectif : améliorer la standardisation des procédures et des tactiques tout en poursuivant l'entraînement des pilotes à la conduite de missions complexes dans un environnement interallié.

Photo : Olivier Fortin/EMA/armée de l'Air







Lors de l'exercice amphibie multinational Bold Alligator, qui s'est déroulé du 19 octobre au 2 novembre aux États-Unis, la France a déployé un sous-groupe tactique interarmes au sein de l'US Task Force. Transportés par les engins de débarquement de l'USS *Mc Henry* et USS *Arlington*, les véhicules français ont débarqué à Camp Lejeune afin de s'emparer d'Onslow Beach.

Photo : Jean-Raphaël Drahi/armée de Terre

Sénégal

FLORENCE PARLY AUPRÈS DES SOLDATS FRANÇAIS

Les Éléments français au Sénégal (EFS) ont reçu la visite de Florence Parly, ministre des Armées, le 14 novembre. À cette occasion, l'état-major a présenté les différentes composantes

des EFS et leurs fonctions. La ministre a affirmé son soutien aux militaires et à leurs proches en rencontrant enfants et parents, constatant la place toute particulière que prend la famille sur un sol étranger.

Enfin, lors de son allocution à l'ensemble du personnel des EFS et au détachement de l'opération espagnole Marfil présent à leurs côtés, Florence Parly a souligné la diversité interarmées de la force ainsi que le caractère remarquable de l'instruction dispensée par les militaires des EFS au profit des pays de l'Afrique de l'Ouest, en notant que ces « formations ont bien peu d'équivalent dans le monde ».



© VÉRONIQUE BESNARD

Nomination

UNE NOUVELLE DIRECTRICE POUR LE MUSÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE

Anne-Catherine Robert-Hauglustaine a été nommée directrice du musée de l'Air et de l'Espace par la ministre des Armées le 16 novembre. Docteur en histoire de l'École des hautes études en sciences sociales, elle possède plus de vingt ans d'expérience dans la gestion des musées et dans l'enseignement et la recherche en matière d'histoire des sciences et des techniques.

1^{er}

vol pour le C-130J de l'armée de l'Air, qui a effectué cette sortie inaugurale le 22 novembre.

“ Dans nos armées comme ailleurs, tolérance zéro contre les discriminations, les violences et le harcèlement. Comme ministre et comme femme, je serai pleinement mobilisée auprès d'Emmanuel Macron, de Marlène Schiappa et de tout le gouvernement. ”

Florence Parly lors de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre

30 000

dessins vont être envoyés aux soldats en opérations dans les traditionnels colis de Noël.

Condition militaire

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES REÇOIT LE 11^E RAPPORT DU HCECM

Bernard Pêcheur, président du haut comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM), a remis au chef d'état-major des armées, le général d'armée François Lecointre, la 11^e revue annuelle de la condition militaire (RACM) le 1^{er} décembre. Cette revue annuelle est principalement axée sur des données statistiques de

l'année 2016 et complète le 11^e rapport thématique du HCECM qui portait cette année sur « la fonction militaire dans la société française ». Les travaux du HCECM, qui bénéficient d'une grande transparence grâce à ces publications, sont des aides précieuses qui permettent de mieux défendre la condition des militaires.



© EMA

Investissement

LANCEMENT DU FONDS DEFINVEST

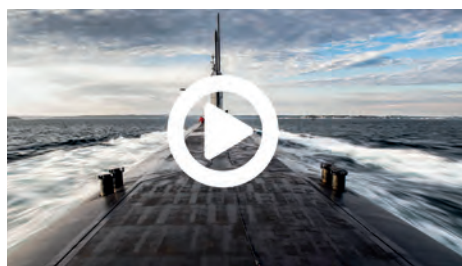
Visant à apporter une solution au défi majeur de l'investissement pour les entreprises de défense, le fonds d'investissement Definvest a été lancé le 16 novembre par Florence Parly, ministre des Armées, et Nicolas Dufourcq, directeur général de BpiFrance. Doté initialement de 50 millions d'euros, ce fonds a pour vocation de prendre des participations au capital de pépites technologiques du secteur de la défense aux côtés d'investisseurs



© RÉMI CONNAN/DICOD

financiers et industriels. L'objectif est de permettre à ces entreprises de se développer en toute autonomie grâce à l'augmentation de leurs fonds propres.

Le Journal de la Défense (#JDEF), diffusé sur la chaîne LCP, vous propose de découvrir la vie d'un équipage à bord du dernier-né des sous-marins nucléaires : *Le Terrible*.



© JEAN-PHILIPPE PONS/MARINE NATIONALE



LE TWEET QU'IL NE FALLAIT PAS MANQUER

Délais de paiement

Le ministère distingué par une récompense

À l'occasion des Assises des délais de paiement, organisées par le médiateur des entreprises et placées sous le haut patronage du président de la République, le ministère des Armées a reçu, le 13 novembre dernier, le prix des délais de paiement 2017 dans la catégorie « organismes publics ». En

2016, le délai moyen de paiement des fournisseurs du ministère des Armées était de 22,8 jours, contre 26 en 2015. Le ministère a traité cette année 698 000 factures relevant du périmètre de la commande publique, pour un montant de 18 milliards d'euros, et émises par 31 000 fournisseurs, dont 80 % de PME et de micro-entreprises.

Innovation

Remise de prix à Balard

Florence Parly, ministre des Armées, a clos le 23 novembre la semaine Innovation Défense organisée dans le cadre de celle de l'Innovation publique. Le prix de la ministre des Armées a été remis à l'équipe du projet Catalpa, développé par le Service d'infrastructure de la Défense, pour la rapidité d'acquisition et la mise en œuvre de bâtiments écologiques à structures modulaires. Il vise à répondre prioritairement aux besoins d'hébergement en urgence de l'armée de Terre dans le cadre de la montée en puissance de la force opérationnelle terrestre. Le prix de la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées a récompensé l'implantation de ruches sur le site de Balard et celui du chef d'état-major des Armées est allé à un projet de conteneur logistique interarmées pétrolier. Le prix de l'innovation, enfin, a été décerné à un projet de *serious game* développé par le Service de santé des armées et permettant d'améliorer l'entraînement aux techniques de sauvetage au combat.



© ARNAUD KARAGHEZIAN/ECPAD

Armée-nation LES TRINÔMES ACADÉMIQUES CÉLÈBRENT LEURS 30 ANS

Dédiés à la formation du personnel de l'Éducation nationale à l'esprit et à la culture de défense, les Trinômes académiques ont célébré leur 30^e anniversaire le 22 novembre en présence de Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées. L'événement, qui s'est tenu à l'hôtel national des Invalides, était organisé par les trois partenaires de ces Trinômes : le ministère des Armées, celui de l'Éducation nationale et l'Union-IHEDN. Le thème de cette année célébrait « la jeunesse au cœur de la Défense » dans le cadre du lien armée-nation.



© JEAN-PIERRE PAKULA

Réserve SIGNATURE DE CONVENTIONS AVEC BOUGUES ET AIRBUS

Florence Parly, ministre des Armées, a présidé le 10 novembre à l'hôtel de Brienne une cérémonie de signature de conventions de soutien à la politique de réserve avec deux entreprises, Bouygues Construction et Airbus. À travers cette démarche, chaque société signataire s'engage à octroyer à ses salariés ayant la qualité de réservistes opérationnels des dispositions particulières facilitant l'accomplissement de leurs périodes de réserve au-delà des obligations légales. Ces aménagements concernent en particulier la durée annuelle et le préavis accordés par l'employeur pour des activités de réservistes sur leur temps de travail.

Marine nationale

LE SITE RH DISPONIBLE SUR INTERNET



Pour toucher l'ensemble des marins ne bénéficiant pas d'une connexion intradef, le site des ressources humaines de la Marine nationale est désormais accessible sur Internet (www.rh.marine.defense.gouv.fr). Grâce à cette nouvelle interface, chaque usager peut accéder aux messages généraux ainsi qu'aux informations concernant sa carrière, sa formation, sa mutation, sa solde, la condition militaire et la concertation depuis un ordinateur personnel ou professionnel avec une simple connexion internet. Cependant, pour des raisons de confidentialité, les documents contenant des informations individuelles ne seront pas accessibles dans leur intégralité. Pour se connecter, il suffit de renseigner son adresse mail personnelle (référéncée dans Rhapsodie) ainsi que son NID et de créer son mot de passe.

RENDEZ-VOUS

Manifestation

« Noël aux Invalides : des animations pour toute la famille »

Fort du succès rencontré en 2016, Noël aux Invalides revient **du 15 au 31 décembre** avec de nombreuses animations culturelles et ludiques : spectacle historique sur l'artillerie, mise en lumière et musique de l'église du Dôme, escape game, lectures-contes, concerts...

Exposition

« Entre terre et mer. L'aventure de la Légion étrangère dans l'océan Indien »

Jusqu'au **15 janvier**, le musée de la Légion étrangère, à Aubagne, fait découvrir aux visiteurs l'arrivée des légionnaires à Madagascar, à Djibouti, aux Comores et dans d'autres îles.

Exposition

« Chanouga et l'aborigène blanc »



Jusqu'au 7 avril, le musée de la Marine de Toulon propose de découvrir l'univers de Chanouga. Cet auteur de bande dessinée a retracé l'histoire de Narcisse Pelletier, un jeune mousse qui, naufragé en 1858, sera immergé pendant 17 ans dans la culture aborigène. Le « sauvage blanc », tel qu'il fut surnommé par la presse australienne, sera finalement retrouvé et rapatrié en France en 1875.

Parcourir...



NOUVEAUX CATALOGUES !

RÉSERVEZ VITE !

IGESA
Vacances loisirs

Consultez vos
catalogues en ligne
www.igesa.fr

Paiement
**PLUSIEURS FOIS
SANS FRAIS***

*soumis à conditions

Allô résa 04 95 55 20 20

Allô groupes 04 95 55 30 75

IGESA - Siège social : Cornes Saint-Sébastien - 04 95 55 20 20 - N°SIRET : 801 001 061 009 971 - APE : 8899 B - Imagerie : Olli Linning - Graph : The o'stock - IGESA

Plan famille

Des réponses concrètes dès 2018

Élaboré par Florence Parly, ministre des Armées, à la demande du président de la République, le plan famille a été dévoilé le 31 octobre. Il bénéficiera de 300 millions d'euros de crédits nouveaux sur cinq ans. Dès la première année, 70 % des actions de ce plan ambitieux et adapté à la diversité des situations familiales seront mises en œuvre.

Par Séverine Bollier



Le 31 octobre, Florence Parly, ministre des armées, a visité une structure multi-accueil sur le site de Balard, à Paris.

garnisons. À cette fin le commandement local disposera de crédits pour l'amélioration des conditions de vie et de cohésion au plus près des unités.

La garde d'enfant, préoccupation majeure des militaires et de leurs familles, verra le nombre d'offres augmenter. Ainsi, 240 places de crèche seront créées dès l'année prochaine, pour atteindre 2556 places en 2022.

Une autre avancée concerne l'exercice du droit de visite avec hébergement des militaires séparés ayant un ou plusieurs enfants. « C'est un plan moderne parce qu'il prend en compte les évolutions de notre société. La famille a changé, nos armées aussi », a précisé la ministre. La mesure vise à mieux considérer les conséquences de la séparation en créant une prestation d'action sociale pour atténuer les frais d'accueil des enfants à hauteur de deux nuitées deux fois par mois.

Autre point important abordé : la mobilité des militaires. L'objectif vise à éditer les ordres de mutation cinq mois avant la date d'affectation pour 80 % des militaires et de mesurer annuellement cette performance. Il s'agit également de donner une meilleure visibilité aux militaires et à leurs familles sur la durée prévisible d'affectation. Le

Placer les familles au cœur de l'action du ministère et les associer pleinement au parcours des militaires, tels sont les objectifs du « Plan d'accompagnement des familles et d'amélioration des conditions de vie des militaires 2018-2022 », présenté le 31 octobre dernier par Florence Parly, ministre des Armées. Avec de nouvelles réponses visibles, concrètes et globales aux contraintes inhérentes à la vie militaire, celui-ci a été élaboré pour soutenir les militaires portant l'engagement opérationnel et leurs familles qui en supportent les contraintes. Réalisé conjointement avec les organismes de concertation militaire et les associations, le plan famille se veut

résolument moderne et adapté aux évolutions de la société. Ainsi, mieux prendre en compte les absences opérationnelles, accompagner plus efficacement la mobilité et ancrer la garnison au cœur de la vie familiale et sociale sont les lignes directrices des douze mesures principales. « Il n'y a pas de soldat fort sans famille heureuse, a insisté la ministre lors de la présentation. Sur cinq ans, 300 millions d'euros de crédits nouveaux sont destinés à donner vie à ces mesures et à changer le quotidien de nos forces et de leurs familles. »

Et cela très rapidement : 70 % des actions seront lancées dès l'année prochaine. L'une d'elles concerne l'accueil et l'intégration des familles au sein des unités et des

but est de leur permettre d'organiser leur vie familiale en conséquence. Le militaire serait informé, lors de la mise à poste, de la durée prévisible d'affectation. « Avec la question de la mobilité vient naturellement celle du logement et de l'hébergement », a expliqué Florence Parly. Le plan y répond également.

CONCILIER ENGAGEMENT EXIGEANT ET VIE DE FAMILLE ÉPANOUIE

Ainsi l'offre de logements sera renforcée et augmentera de 660 habitats en métropole, de 2018 à 2020. « Améliorer concrètement le quotidien de nos forces et de leurs familles, concilier un engagement exigeant et une vie familiale épanouie, s'assurer, enfin, que nos militaires pourront exercer pleinement et sereinement leurs missions parce qu'ils sauront leurs familles protégées : voilà le sens de ce plan d'accompagnement des familles et d'amélioration des conditions de vie des militaires », a ajouté la ministre. Enfin, ce plan sera évolutif et suivi. Les mesures prévues feront notamment l'objet d'un retour d'expérience et d'un suivi par la DRH-MD. Conformément au souhait de la ministre des Armées, les conditions d'exercice du métier des armes seront l'une des priorités de la prochaine loi de programmation militaire. ●



Les 12 mesures

1. Faciliter la vie du conjoint en élargissant et en simplifiant l'offre de prestations sociales.
2. Fournir au militaire déployé un accès Internet wi-fi gratuit en tout temps, en tout lieu.
3. Amplifier le soutien moral et psychologique des familles avant, pendant et après les missions opérationnelles.
4. Exonérer de toute avance de fonds le militaire lors des déplacements en mission.
5. Offrir aux militaires une meilleure visibilité sur leur mutation.
6. Améliorer le dispositif de prise en compte des déménagements.
7. Renforcer et améliorer l'offre de logement dans les zones de densification ou de tension locative forte (métropole et outre-mer).
8. Accompagner tous les membres de la famille dans les domaines du travail, de la scolarité et de la vie associative.
9. Faciliter l'information et l'intégration des familles par la création de cellules d'information et d'accompagnement et d'un portail e-social.
10. Faciliter la capacité du commandement à organiser localement des activités de cohésion incluant les familles.
11. Individualiser les parcours professionnels en prêtant une attention particulière aux familles les plus fragiles.
12. Épauler les familles dans la douleur lors de la blessure du militaire ou de son décès.



Dans les entrailles du *Terrible*

Quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) assurent actuellement la mission de dissuasion au sein de la Force océanique stratégique. Parmi eux, *Le Terrible*, armé par un équipage de 110 marins, doté de seize missiles M51 et capable de frapper n'importe où. Le bâtiment, qui effectue des missions de 70 jours, fait partie des secrets les mieux gardés de la V^e République.

Par Grégoire Chaumeil – Photos : Jean-Philippe Pons/Marine nationale



- 1 Dans la rade de Brest, l'île Longue constitue le port de base du *Terrible* et des trois autres sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE).
- 2 Installé dans le kiosque du sous-marin lors du départ, le commandant transmet ses ordres à un marin qui les diffuse ensuite par radio à l'équipage.
- 3 Les remorqueurs portuaires et côtiers *Armen* et *Mengam* accompagnent le submersible.
- 4 Dans le central opérations du SNLE, le chef de quart prépare la navigation sur la table tactique.





Sous un ciel breton mélancolique, des grappes d'hommes tirent sur des aussières avec la fébrilité des grands départs. La perspective de s'enfermer pendant 70 jours dans « la boîte », selon l'expression consacrée, n'effraie pas les 110 marins d'équipage qui s'amusent, goguenards, de notre appréhension. À quelques encablures de Brest, la base opérationnelle de l'île Longue est un massif rocheux ceinturé de falaises qui abrite quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) ; sans doute la flotte la plus précieuse de la Marine nationale et l'orgueil de la « dissuasion ». Immuable depuis 1972, ce principe consiste à montrer sa force pour éviter d'y avoir recours. Sur ordre présidentiel, le sous-marin *Le Terrible*, notre hôte, est capable en permanence de frapper à n'importe quel point du globe grâce à des missiles nucléaires de dernière génération, les M51. C'est au compte-gouttes que la Marine nationale autorise les reportages à bord de ces bâtiments. Et pour cause : conscients de l'importance de leur mission de dissuasion, les sous-mariniens conservent jalousement le secret de ce qu'ils appellent « l'assurance-vie » de la nation.

Avant de disparaître sous les eaux, le bateau noir navigue plusieurs heures en surface, le temps de se soustraire du plateau continental et de trouver des

fonds plus propices à l'envergure de ses 14 000 tonnes. Pour l'heure, le sommet de son « massif » offre un balcon sur la mer, privilège que se disputent les sous-mariniens. L'énorme cigare d'acier glisse sur l'eau. Les sous-marins « nouvelle génération » affichent des lignes rondes et sans aspérité qui masquent une technologie de pointe. Un ancien pacha de la force océanique stratégique les a comparés à « la base spatiale de Kourou, en plongée, propulsée par une centrale nucléaire ». Le secret le mieux gardé de la V^e République est une prouesse technologique qui mêle tout à la fois optique, optronique, guerre électronique, hydraulique et maîtrise de l'atome. D'aucuns diront que c'est la machine la plus complexe imaginée par l'homme et l'apanage d'un club très fermé de quelques rares nations.

À la faveur de la nuit, le sous-marin prend une assiette négative et se « dilue » en quelques minutes. « *Je perds la vue* », annonce depuis son périscope le capitaine de vaisseau Halle, le commandant, signifiant là que le bâtiment est tout à fait immergé. La mine résolue, celui qu'on appelle le « patron coque » balaie du faisceau de sa lampe les panneaux d'ouverture pour en vérifier l'étanchéité. Le sous-marin se divise en trois ponts principaux desservis

humour local, ont été baptisés « Christelle » et « Alexandra ». Puis vient la cafétéria où l'équipage prend ses repas ; l'espace le plus spacieux du bord, l'équivalent d'un studio d'environ 30 m².

700 FOIS HIROSHIMA

À quelques enjambées de là, les missiles balistiques, numérotés de 1 à 16, occupent toute la hauteur du vaisseau, debout comme des sentinelles. « *Pour une charge totale équivalente à 700 fois Hiroshima* », indique le gardien de cette zone d'accès très restreinte. *Le Terrible* a été entièrement conçu autour de cette colonne vertébrale. Vient enfin la tranche arrière, l'écran des auxiliaires de propulsion. Dans cet éden mécanique où règne une chaleur accablante de 45 °C, une végétation d'acier rampe des murs au plafond. Depuis la Première Guerre mondiale, l'ingénierie navale s'est attachée à concevoir des sous-marins toujours plus indétectables et résistants à la profondeur des abysses. Plus récemment, l'uranium a achevé de donner aux sous-marins une autonomie sans limites. Mais si aujourd'hui l'immersion permanente est possible, elle est aussi improbable tant il est vrai que ce système d'arme est avant tout un système d'hommes. Au sein même de la commu-

“ L'exiguité des lieux et la promiscuité révèlent les individus. Une fois captif des fonds marins, on ne trompe personne et les intentions valent moins que les actes. ”

par des « échappées » qui portent mal leur nom tant leur exiguité contraint le visiteur peu aguerri. Dans le ventre du squalo règne un parfum pugnace, mélange de graisse et d'acier. Une poignée de minutes seulement est nécessaire pour arpenter ses 138 mètres de long. « *Certains sous-mariniens parcourent moins de deux kilomètres en une journée* », précise notre guide. Le nez du sous-marin abrite les deux soutes à torpilles dont les tubes,

nauté des marins d'État, la sous-marine est un corps à part : la « 5^e dimension » n'est accessible qu'à de rares élus. Seuls les volontaires sont admis à embrasser une carrière aux perspectives d'évolution jalonnées de qualifications à entretenir chaque année, au risque d'être éconduit en cas d'échec. La vie retirée du monde ne s'apprend pas dans un manuel. « *L'exiguité des lieux et la promiscuité révèlent les individus. Une fois captif des fonds* ●●●

●●● *marins, on ne trompe personne et les intentions valent moins que les actes* », commente le maître principal Sébastien. Au reste, « les profanes », entendez les visiteurs, sont les seules « bouches inutiles » tolérées à bord. « *Ici personne ne fabrique du CO2 pour rien* », souffle un ancien, un brin sardonique. Sans aucun contact avec l'extérieur et soumis à la lumière artificielle, les sous-marinières choisissent l'ascèse morale d'une vie à « contre-courant ». Au prix d'une discipline rigoureuse, ils renoncent au confort et à l'oisiveté pour une mission dont ils ignorent précisément la durée et la destination.

PATER FAMILIAS

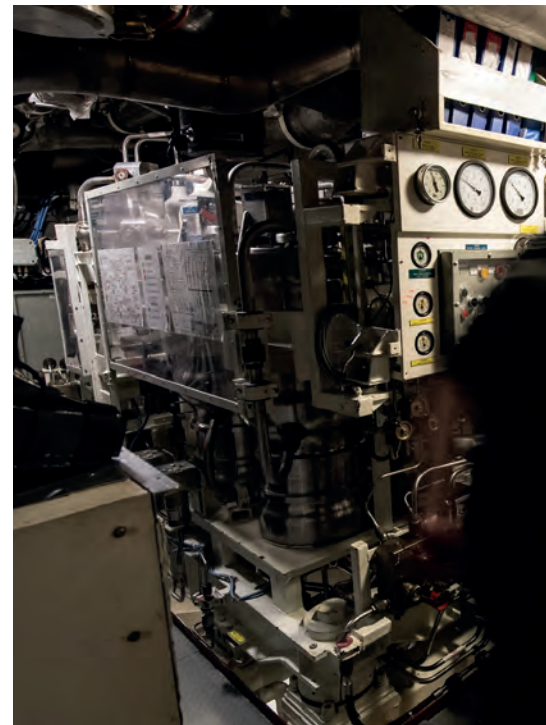
Autorité souveraine, le pacha fait figure de pater familias à bord. C'est l'Élysée qui lui donne sa feuille de route. Et le président de la République, chef des armées, est seul en mesure d'ordonner le tir. « *Au prix de leur abnégation, les membres de l'équipage me font une confiance absolue pour conduire des opérations qui engagent la France. Et cette confiance prend tout son sens quand je suis au périscope, je suis l'unique œil sur le monde extérieur* », confie le commandant.

Au poste de contrôle et de navigation du bord, un regard suffit à embrasser toute la pièce. L'œil, lui, doit s'accommoder à l'obscurité du lieu et aux variations de lumières émises par les consoles, rouge ici, verte là. Le casque vissé sur la tête, des marins écoutent et interprètent les émissions radars et les signaux sonars des autres navires pour dresser une cartographie tactique de l'environnement du sous-marin. Les autres manifestations du monde extérieur se résument au chant

d'une baleine – trop rare – ou aux fréquents passages de bancs de crevettes. Car, n'en déplaise aux ingénus, le « monde du silence » est en fait un vacarme dans lequel les ondes se propagent naturellement mieux que dans l'air.

Chaque semaine, la répétition de tir des missiles stratégiques fait figure de grand-messe pour l'équipage. Le pacha précise : « *Dans un SNLE, l'action s'articule en deux temps qui s'opposent. Celui de la patrouille est teinté par l'objectif de rester discret, protégé par les profondeurs. A contrario, une fois reçu l'ordre de tir, le SNLE rompt avec le rythme de la mission pour lancer ses missiles, quitte à se dévoiler.* » Pour déclencher le feu nucléaire, le sous-marin ajuste sa vitesse et son immersion, deux informations qu'il nous est défendu de révéler. En une poignée de minutes, le tir de salve se fait dans une chorégraphie que les marins maîtrisent précisément. Pour être efficace, l'arme absolue ne doit pas être employée mais crédible.

Sous l'eau, le temps s'étire, comme élastique. Peu importe leur navigation, les marins vivent à l'heure de Greenwich. « *Quoique curieuse, la vie cloisonnée par 300 mètres de fond n'est pas incompatible avec notre organisme. Le métabolisme du sous-marinier ne souffre d'aucune carence*, assure le médecin principal Emmanuel, baptisé le « sorcier ». *Les vitamines que nous fournit à l'air libre le soleil sont compensées sous l'eau par la nourriture* ». La légende veut que quelques psychologues, fins limiers, se soient essayés à faire l'étude des sous-marinières. En vain. « *N'y prêtez pas attention. Dans la sous-marine, on aime les histoires pour tromper l'ennui* », plaisante Thibault. Les yeux bleus acier du



maître racontent avec pudeur 20 000 heures de service sous les mers. Ses longues absences, 2,5 ans sans discontinuer « dans la boîte », ont aiguisé sa passion pour les chevaux et les grands espaces.

BIENTÔT DES FEMMES À BORD

Des explorateurs, les sous-marinières? Sans doute, si l'on considère que les fonds marins sont des espaces moins connus que la surface de la Lune. Dans l'obscurité des profondeurs, ces marins sont condamnés à rester anonymes. Le secret de leur mission ne souffre pas d'exception, y compris pour leurs proches. « *Contrairement aux autres bâtiments de la Marine, sur le quai il n'y a ni familles, ni journalistes au départ et au retour de nos patrouilles* », témoigne le maître principal Sébastien. Reste que la Force océanique stratégique a moins besoin de reconnaissance que de jeunes recrues. Comme l'US Navy puis la Royal Navy en 2013, la Marine française a conduit des études pour ouvrir aux femmes l'accès à ces équipages, jusqu'ici exclusivement masculins. La sélection des volontaires et leur formation presque achevées, elles plongeront d'ici peu pour leur première patrouille, que, sans surprise, l'état-major gardera confidentielle. Si la Marine préfère parler d'« *expérimentation* » plutôt que « *d'intégration* », elle pourrait à terme ouvrir plus largement l'emploi des femmes à bord des sous-marins. ●

La force aéronavale nucléaire

La Marine nationale met également en œuvre la dissuasion océanique grâce à la Force aéronavale nucléaire. Cette dernière s'articule autour du porte-avions Charles-de-Gaulle et des Rafale Marine au standard F3 doté de la capacité d'emport du missile nucléaire ASMPA. Ainsi l'aéronef peut évoluer dans un rayon d'action supérieur à 1 000 kilomètres sans ravitaillement en vol, et de plusieurs milliers de kilomètres avec ravitaillement. Bénéficiant des moyens de protection les plus perfectionnés, le Rafale Marine permet la navigation au-dessus de l'espace maritime, la pénétration en territoire ennemi et le tir du missile aérobic nucléaire à très basse altitude et à très grande vitesse par tous les temps.



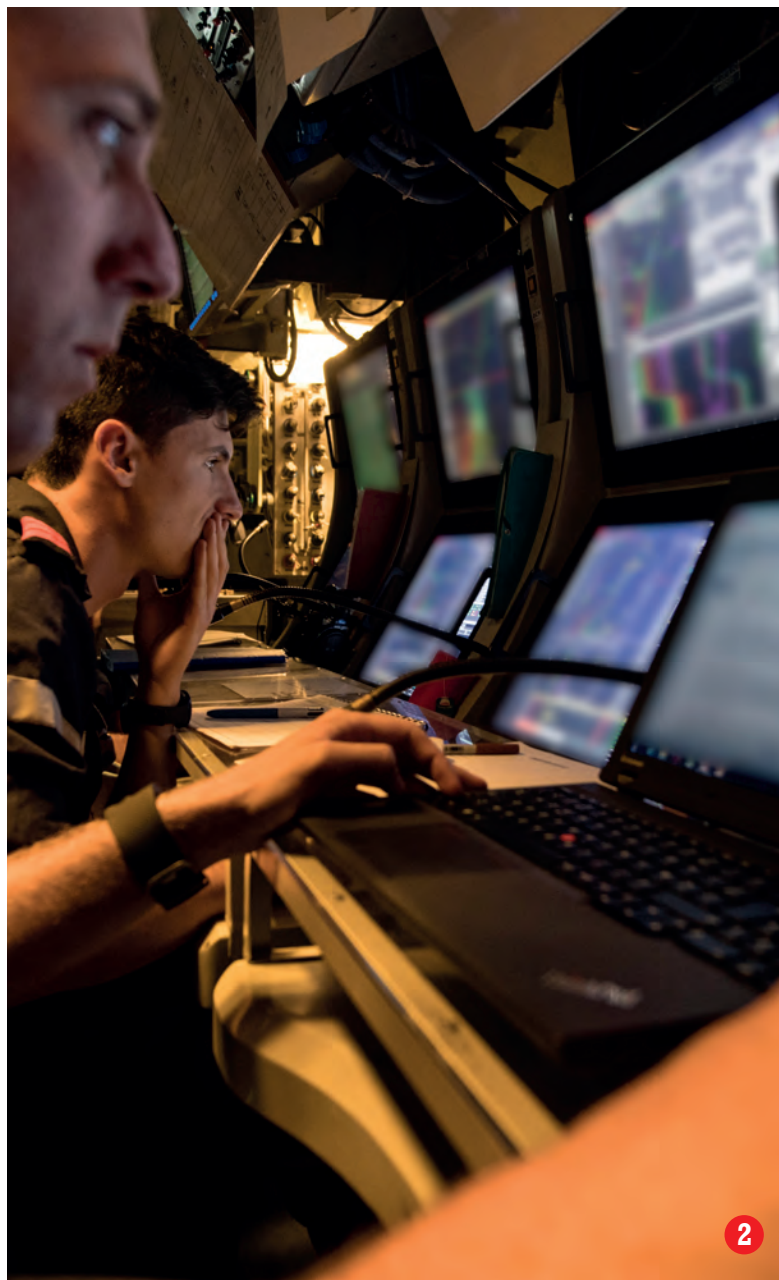
1

1 Une courseive du *Terrible*.
Le sous-marin mesure 138 mètres de long.

2 Des opérateurs acoustiques analysent différentes bandes-son dans le central opérations.

3 Le médecin principal Emmanuel, surnommé "le sorcier", intervient également en tant que dentiste à bord.

4 Dans la cafétéria, l'espace le plus spacieux du SNLE avec ses 30 m², deux commis préparent le repas.



2



3



4

Forces aériennes **Une nouvelle ère**



En 2018, les Forces aériennes stratégiques, chargées de l'emploi des armes nucléaires au sein de l'armée de l'Air, vont connaître des évolutions majeures. Cette modernisation passe par un passage au tout Rafale et par l'arrivée de premiers avions ravitailleurs MRTT à l'automne.

Par Samantha Lille

stratégiques



Le 14 janvier 1964, le président de la République Charles de Gaulle signait le décret n° 64-46 donnant naissance au commandement des Forces aériennes stratégiques (FAS). Au travers de ces huit articles, l'armée de l'Air endossait la responsabilité de mettre en œuvre la composante aéroportée de la force de dissuasion nucléaire française. Cinquante-trois ans plus tard, le principe d'adaptation à la menace prévaut pour cette mission opérationnelle permanente confiée aux FAS. Une adaptation qui, en 2018, prend une ampleur particulière avec la fin de vie du Mirage 2000 N pour les avions de chasse et l'arrivée du MRTT Phénix côté transport et ravitaillement. Première étape : le passage du Mirage 2000 N au Rafale biplace du 2/4 La Fayette, le second escadron de chasse des FAS, actuellement basé à Istres. Cette transition, planifiée et conduite depuis 2015, doit s'achever en septembre 2018. « Dans une logique de rationalisation, il a été décidé de transférer l'escadron à Saint-Dizier, aux côtés du 1/4 Gascogne, la première unité des FAS équipée de Rafale. Nous avons par conséquent dû adapter l'infrastructure existante en ajoutant, entre autres, des salles classifiées », explique le

lieutenant-colonel Olivier, commandant de la 4^e escadre de chasse. En parallèle du défi logistique, une manœuvre RH conséquente a également été lancée. « Le plan de transformation des équipages a débuté à l'été 2015. Le Rafale étant un avion omnirôle, nous avons cherché à brasser les savoir-faire. Au sein de cette nouvelle unité, qui devrait atteindre un format classique de 28 pilotes et autant de navigateurs, on retrouvera ainsi des anciens du Mirage F1, du Mirage 2000 D ou du Mirage 2000-5 », précise le lieutenant-colonel Jean, responsable du « noyau dur » qui préfigure l'arrivée du 2/4 La Fayette.

DÉLAIS RESPECTÉS

L'objectif de chacun consiste à effectuer cette bascule sans rupture afin de maintenir la permanence de la posture de dissuasion fixée par le président de la République. « Aujourd'hui, nos indicateurs annoncent que nous respectons les délais. Nous savons que nous n'avons pas le droit à l'erreur. Avec un système d'arme comme le Rafale, la mission de dissuasion nucléaire est la plus exigeante, quelle que soit la spécialité », résume le patron de l'escadre avec la simplicité déconcertante propre aux hommes habitués au poids



des responsabilités. Cette mission de dissuasion ne pourrait être rendue possible sans l'allonge stratégique fournie par les avions ravitailleurs. C'est pourquoi ce domaine vital connaît lui aussi une modernisation attendue de longue date. La France va ainsi réceptionner au deuxième semestre 2018 le premier des douze airbus A330 MRTT prévus dans la loi de programmation militaire en cours. Très attendu, l'imposant « petit nouveau », que l'armée de l'Air a baptisé Phénix pour incarner la régénération des appareils, va succéder au valeureux ravitailleur C-135, arrivé dans les forces en 1964. « Nos C-135 auront accumulé un



© CYRIL AMBOISE/ARMÉE DE L'AIR

Un Rafale de l'escadron 1/4 Gascogne. Actuellement basé à Saint-Dizier, cet escadron sera rejoint par le 2/4 La Fayette d'Istres.



© FAS/ARMÉE DE L'AIR

Le MRTT, déjà utilisé au sein des armées de pays alliés comme l'Australie ou la Grande-Bretagne, va remplacer les C-135 à partir du 2^e semestre 2018. Douze appareils sont prévus dans la loi de programmation militaire en cours.

total de plus de 400 000 heures de vol. Ce qui est considérable pour une flotte de plus en plus sollicitée ! Leur remplacement s'avère indispensable », confie le général Bernard Schuler, commandant des Forces aériennes stratégiques, à la fois fier de la vie opérationnelle intense du C-135 et soulagé de pouvoir bientôt voir voler son successeur aux couleurs de l'armée de l'Air. Il faut avouer que les performances du MRTT ont de quoi impressionner « *Le Phénix pourra décoller avec 110 tonnes de carburant contre 88 pour le C-135 et cela, même avec une température de 40 °C* », insiste le lieutenant-colonel Michael, chef de l'équipe de marque ravitaillement en vol et transport stratégique 02.333 du Centre d'expertise aérienne militaire. D'autant que l'avion a déjà fait ses preuves au sein des armées de pays alliés. « *Que ce soit en Australie ou en Grande-Bretagne, le taux de disponibilité avoisine les 90 %* », poursuit-il, enthousiaste.

Comme son prédécesseur, le MRTT assurera à la fois des missions de ravitaillement en vol et de transport stra-

tégique. Ce second volet prendra une place plus importante au sein des FAS. À l'été 2021, l'escadron 3/60 Estérel et ses Airbus A310 et A340 devraient rejoindre le giron des FAS au sein de la 31^e escadre aérienne de ravitaillement et de transport stratégiques d'Istres pour former avec l'escadron de ravitaillement en vol 2/91 Bretagne les deux unités aériennes équipées de MRTT. En attendant le premier vol dans les forces de cet appareil de 60 mètres d'envergure, de nombreuses transformations sont déjà visibles à Istres, sa base d'accueil. Un centre de maintenance verra le jour en septembre 2018 et la livraison des autres bâtiments s'échelonne jusqu'à 2023.

MISSIONS CONVENTIONNELLES

La formation des mécaniciens, d'une durée de près d'un an, a débuté, tandis que celle des pilotes commencera au mois d'avril prochain. « *Le projet MRTT représente un défi d'ampleur et une opportunité pour conforter l'autonomie de transport stratégique de notre pays. Ce chantier de modernisation va bénéficier à la capacité globale de l'armée de*

l'Air », précise le général commandant les FAS. En effet, conçues à l'origine comme une composante exclusivement dédiée à la mise en œuvre des moyens aériens de la dissuasion nucléaire, les Forces aériennes stratégiques sont aujourd'hui devenues duales et contribuent de façon significative à la réalisation des missions conventionnelles. « *Nos avions ravitailleurs sont engagés depuis plus de quarante ans dans la quasi-totalité des opérations aériennes auxquelles la France a participé. Dans le même temps, la polyvalence des Rafale des FAS permet d'engager très régulièrement les équipages du 1/4 Gascogne dans des missions de police du ciel – afin d'assurer la protection de nos espaces aériens – et en opérations extérieures, dans la bande sahélo-saharienne ou au-dessus de la Syrie et de l'Irak* », ajoute-t-il. Bien évidemment, aucun de ces équipements de pointe ne pourrait fonctionner sans l'investissement des hommes et des femmes des FAS qui ont dans leur ADN l'exigence, la réactivité, la rigueur et la culture de l'excellence. ●

Otan

Présence renforcée à l'Est

Depuis avril, 300 militaires français participent à la mission Lynx au sein d'un bataillon britannique en Estonie. Ce dispositif concrétise la posture de sécurité et de défense dans les pays Baltes et en Pologne adoptée par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan).

Par *Éléonore Krempff*



© ANTHONY THOMAS-TROPHIMEDICOD

Le colonel Olivier Waché (à gauche), chef de la mission Lynx, participe avec ses homologues étrangers à une réunion au quartier général, à Tallinn, en Estonie.

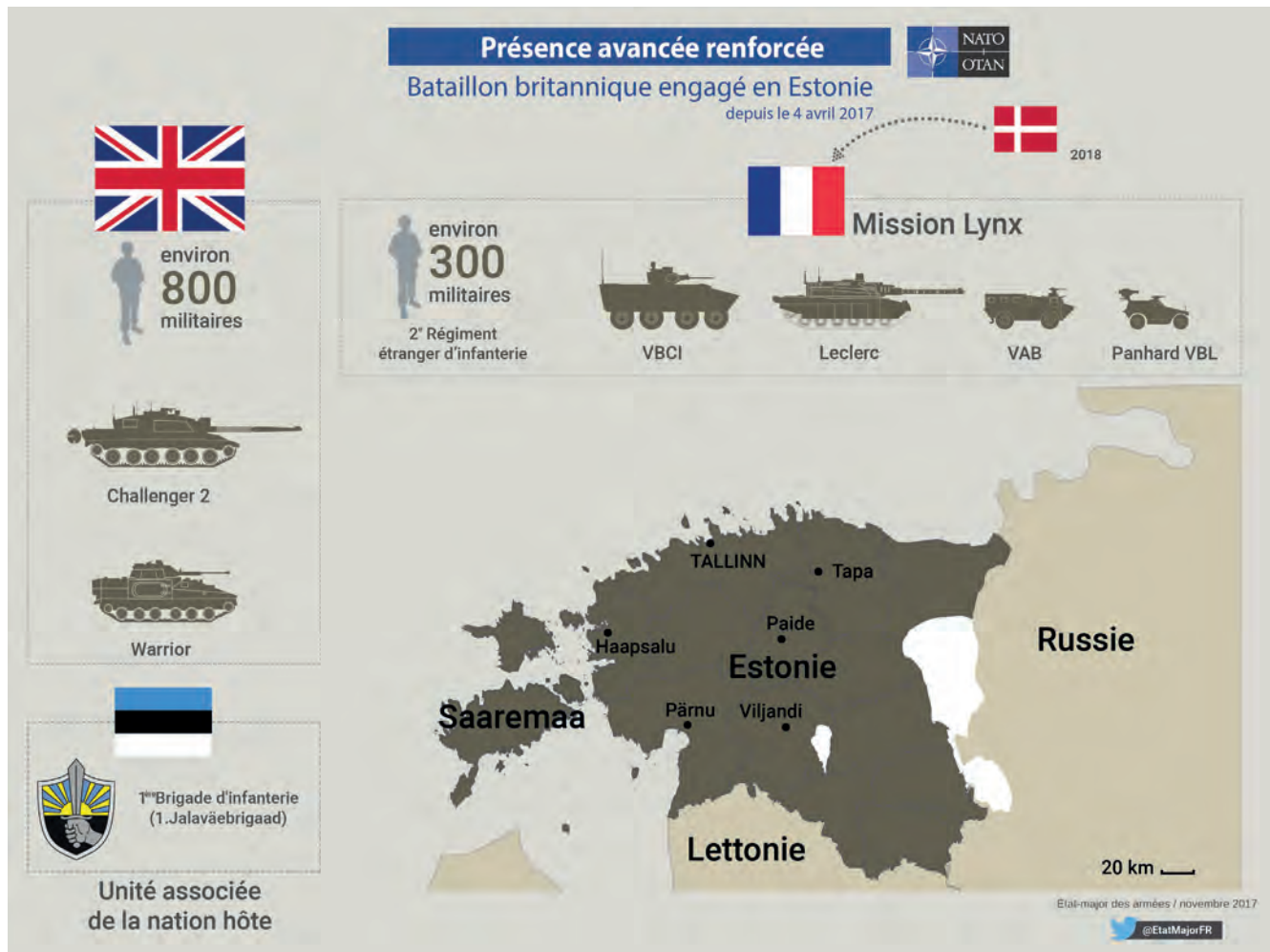
Le 9 juillet 2016, lors du dernier sommet de Varsovie, les 28 membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan)* ont confirmé le renforcement de la présence militaire de l'Alliance atlantique sur le flanc est de l'Europe ainsi que l'envoi de quatre bataillons en Pologne et dans les pays Baltes. Une mesure prise à la suite de l'intervention russe en Ukraine en 2014 et ayant pour objectif de rassurer les alliés d'Europe centrale et de l'Est se sentant menacés par la Russie. « Toute

attaque contre l'un d'entre nous est une attaque contre nous tous », avait alors rappelé le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg.

BATAILLONS MULTINATIONAUX

Quatre États membres ont été désignés nation cadre afin de prendre la tête de bataillons multinationaux : les États-Unis en Pologne, l'Allemagne en Lituanie, le Canada en Lettonie et le Royaume-Uni en Estonie. Depuis avril, la France joue un rôle actif dans cette

mesure de réassurance avec la projection de 300 militaires au sein du bataillon britannique déployé sur le camp de Tapa, en Estonie, à une centaine de kilomètres à l'est de la capitale, Tallinn. Un sous-groupe tactique interarmes de 200 soldats ainsi que 100 militaires assurant leur soutien logistique sont ainsi déployés pendant huit mois. « Nous agissons sous le commandement de nos camarades britanniques, dans le cadre de ce que l'on appelle la présence avancée renforcée à l'Est, ou EFP pour Enhanced Forward Presence, explique le colonel Olivier Waché, représentant français de l'EFP à Tallinn. Les troupes présentes – 2^e régiment étranger d'infanterie de Nîmes, 501^e régiment de chars de combat de Mourmelon, 1^{er} régiment étranger du génie de Laudun-l'Ardoise, ou encore 3^e régiment d'artillerie de marine de Canjuers – sont



équipées du matériel le plus récent : parmi la centaine de véhicules sur place, quatre chars Leclerc et treize véhicules blindés de combat et d'infanterie. »

SE FAMILIARISER AVEC LE TERRAIN

Cette mission opérationnelle offre une opportunité d'entraînement unique pour les soldats français, britanniques et estoniens, notamment pour se familiariser avec le terrain. Il n'y a pas eu de troupes françaises ici depuis 1812 ! La région et le climat nous sont donc totalement étrangers, relève le chef de la mission Lynx. Le fait de réunir nos moyens matériels, humains et de soutien dans un même lieu et une même unité de temps – deux mandats de quatre mois consécutifs – permet aux unités de travailler ensemble dans la durée et de contribuer à leur maintien en condition opérationnelle. Dans le contexte actuel


d'activité opérationnelle intense pour les forces armées françaises, avec près de 30 000 militaires déployés sur les théâtres d'opérations extérieures et sur le territoire national, notamment pour Sentinelle, cet engagement est aussi une expression de la solidarité de la France envers les alliés baltes. »

Cet engagement dans la région n'est cependant pas nouveau : depuis 2014, la France contribue régulièrement aux mesures de réassurance de l'Otan envers les alliés d'Europe centrale et de l'Est. À ce titre, l'armée de l'Air, qui participe de manière constante aux missions de police du ciel de l'Otan depuis 2007, a effectué cette mission depuis Siauliai, en Lituanie, en 2016, et déploie régulièrement ses avions de renseignement Awacs sur le flanc est de l'Alliance (Pologne-Roumanie). « Des unités aériennes de l'Otan assurent une rotation et se déploient

régulièrement sur cette zone, souligne le commandant du détachement français. Actuellement, cette mission dite Baltic Air Policy est assurée par la Belgique. » De la même manière, les bâtiments de la Marine nationale s'exercent très régulièrement à des missions de surveillance maritime de l'Otan réalisées dans les mers Baltique, de Norvège et du Nord et dans la mer Noire. Au sol, les soldats français se redéploieront début 2018 en Lituanie, sous commandement allemand, et seront remplacés en Estonie par une compagnie danoise. Entre 2014 et 2016, dans les pays Baltes, les forces françaises ont participé à près d'une soixantaine d'activités de l'Otan et ont engagé une dizaine de milliers d'hommes à terre, en mer et dans les airs ; elles ont maintenu ce rythme en 2017. ●

* L'Otan compte actuellement 29 membres avec l'adhésion du Monténégro en 2017.

Entraînement en

A photograph of a tank, likely a Leopard 2, positioned in a field of tall, golden-brown grass. The tank is the central focus, with its turret and main gun visible. The background is slightly blurred, showing a line of trees under a pale sky. The overall scene suggests a military training exercise in a rural, open environment.

L'exercice interallié de manœuvre et de tir Steel Shield, qui s'est déroulé en Lettonie, a permis à plus de 200 militaires français du détachement Lynx de s'entraîner aux côtés d'unités canadiennes, estoniennes et polonaises. Ils ont pu tester leur interopérabilité dans le cadre de la force de présence avancée renforcée mise en place par l'Otan dans les pays Baltes.

Par Éléonore Krempff – Photos : Anthony Thomas-Trophime/Dicod

terre lettone



« **A**vec ses 56 tonnes, il peut atteindre 40 km/h malgré la boue ! » Face au char Leclerc qui s'enfonce à vive allure à travers le terrain marécageux, le lieutenant Étienne, chef de section au 501^e régiment de chars de combat (501^e RCC) de Mourmelon, observe les performances du blindé. « Il va être intéressant de voir comment le char réagit si les températures continuent de chuter et de connaître les mesures à prendre pour pouvoir continuer à travailler. Les outils de détection nous permettent normalement de localiser au plus loin les ennemis, même par temps froid ou humide. » Ce jour-là, l'imposante machine évolue bien loin de ses terres de la Marne, mais au beau milieu des vastes étendues boisées et gorgées d'eau de Lettonie. La température n'excède pas les 4 °C et la pluie tombe sans discontinuer depuis plusieurs jours.

MANŒUVRES AVEC DES CANADIENS, DES POLONAIS ET DES ESTONIENS

Depuis l'été, des soldats du 501^e RCC participent au deuxième mandat de la mission Lynx en Estonie. Ils font partie des 300 militaires français basés depuis le printemps à Tapa, projetés dans le cadre des mesures d'assurance décidées par l'Otan en 2016.

sur le terrain. « Le site du camp d'Adazi permet d'éprouver les matériels et les hommes », commente le commandant Sébastien, adjoint au bureau opérations du 2^e régiment étranger d'infanterie (2^e REI) et chef des éléments français insérés au sein de l'état-major tactique. « Au-delà de ces conditions environnementales particulières, cet exercice nous permet de pouvoir manœuvrer en effectuant des tirs réels en collaboration notamment avec l'Estonian Defence forces. Nous apprenons à travailler ensemble : comment se parler et évoluer conjointement sur le terrain, savoir qui fait quoi et de quelle manière... C'est tout l'intérêt du travail mené ici entre alliés. À moi de mettre tout ça en musique ! »

Sur le terrain, le scénario de l'exercice est simple. Ce matin, une section du 2^e REI est chargée de reprendre un point tenu par la force adverse, jouée par les Polonais et les Canadiens. « Nous mettons en place un appui pour que deux groupes puissent s'emparer d'un point tenu à quelques kilomètres », explique un chef de section français. Les salves de tirs s'enchaînent : mitrailleuses de calibre 12,7 et 7,62 mn afin de couvrir deux groupes de fantassins qui s'extraitent rapidement des véhicules blindés de combat d'infanterie. « C'est très impressionnant de découvrir



groupement tactique interarmes étant par ailleurs entièrement numérisé, il est assez bluffant pour nos alliés de voir de quoi nous sommes capables grâce à nos équipements : connaître la position exacte de nos groupes de combat en temps réel ou communiquer sans parler à la radio, mais uniquement par messages pour transmettre photos, vidéos ou cartes topographiques. »

Pendant ce temps, sur le camp, les équipes de maintenance se tiennent prêtes. « Les conditions climatiques représentent un vrai test pour le matériel, estime le capitaine Benoît, chef du détachement logistique. Étant donné la diversité des véhicules et des équipements déployés pour cet exercice, la section réparation-maintenance compte à elle seule une trentaine de techniciens, chacun spécialiste dans son domaine : mécanique de l'armement, automobile ou blindée, tourelles ou transmissions. » Aux alentours, derrière un flanc de colline, les fantassins français relèvent leurs camarades estoniens, postés en observation. Avant la tombée de la nuit, les sections échangent les dernières consignes. Cet entraînement interallié et interarmes, point central de l'exercice Steel Shield, aura permis à tous les participants de tester avec succès l'interopérabilité au sein de l'Alliance. ●

“ C'est très impressionnant de découvrir comment les Français travaillent et de voir le savoir-faire et le haut niveau des unités. ”

En ce mois de novembre, les trois-quarts des effectifs ont rejoint le pays voisin pour une dizaine de jours. Sur le camp letton de Kalaga, près d'Adazi, à une vingtaine de kilomètres de la capitale, Riga, se déroule l'exercice Steel Shield, une manœuvre interarmées et multinationale jouée avec des troupes canadiennes, polonaises et estoniennes. L'exercice permet à la fois de tester les procédures en état-major et de renforcer l'interopérabilité des troupes

comment les Français travaillent et de voir la diversité, le savoir-faire et le haut niveau d'entraînement des unités », souligne le colonel Palm, commandant la 1^{re} brigade estonienne. Ce dernier, qui assure être inatarrissable sur les chars occidentaux, n'en reste pas moins admiratif des capacités du Leclerc. À ses côtés, le commandant Sébastien complète : « Nous sommes fiers de pouvoir montrer l'efficacité de nos matériels et de nos hommes. Notre



- 1** Manœuvres de chars Leclerc appuyés par des tireurs d'élite du 2^e régiment étranger d'infanterie (REI).
- 2** Des hommes du 2^e REI rejoignent leurs positions de tir.
- 3** Un légionnaire à son poste de combat.
- 4** Les chefs de groupe français et estonien définissent les secteurs de tir.



PERSONNEL CIVIL

UN ATOUT POUR LES ARMÉES

Au sein du ministère des Armées, les civils représentent actuellement 23 % des effectifs. Dotés de compétences spécifiques, ils œuvrent au quotidien dans toutes les armées, directions et services en soutien des forces. En 2018, sur les 24 000 recrutements prévus par le ministère, 3 000 seront civils.

Dossier réalisé par Camille Brunier

Civils-militaires

Différents mais complémentaires

Les civils de la Défense exercent une grande variété de métiers tendant tous à servir les forces. Conscient de leurs apports le ministère cherche à renforcer la complémentarité entre militaires et civils et à promouvoir une identité commune.

« **A**u quotidien, dans nos formations ou nos services, les personnels civils et les militaires travaillent ensemble, en harmonie, au service de nos armées », écrit Anne Sophie Avé, qui est à la tête de la Direction des ressources humaines du ministère des Armées, en ouverture d'une étude de prospective parue en février 2016 intitulée « Les liens entre le personnel militaire et le personnel civil du ministère de la Défense à l'horizon 2030 ». La collaboration des militaires et des civils est depuis longtemps une caractéristique forte de la Défense. La place de ces derniers y est importante puisqu'ils représentent aujourd'hui 23 % des effectifs du ministère et qu'ils occupent une variété d'emplois et de postes très étendue. « Si l'on regroupait tous les civils, ils représenteraient la "deuxième armée", derrière l'armée de Terre, commente Olivier Baour, chef du département carrières et compétences au service des ressources humaines civiles du ministère. Mais ce n'est qu'une vue de l'esprit car le personnel civil est réparti dans tout le ministère en soutien de nos armées et de l'activité opérationnelle des militaires, même si les effectifs témoignent de l'importance du personnel civil, l'un des piliers du ministère des Armées. » Cette collaboration entre ces per-

sonnels aux identités et statuts différents n'a pas toujours été facile. Elle nécessite d'ailleurs encore aujourd'hui la recherche de nouveaux équilibres et l'adaptation des politiques de ressources humaines. En 2018, le ministère restera un recruteur important, avec plus de 24 000 embauches, dont plus de 3 000 civils.

RICHELIEU ET LOUIS XIV PRÉCURSEURS

La collaboration des civils avec les armées démarre sous Louis XIII, lorsque son Premier ministre, Richelieu, décide de confier le recrutement et le ravitaillement des troupes à des intendants aux armées, des commissaires et des contrôleurs des guerres itinérants ou directement rattachés aux unités de l'armée. En 1636, surtout, il crée un ministère de la Guerre et nomme à sa tête un civil, François Sublet de Noyers. Par la suite, Louis XIV est le premier monarque en Europe à mettre sur pied une administration civile de l'armée. Quelques siècles plus tard, la création en 1961 de la Délégation ministérielle pour l'armement – l'ancienne dénomination de la Direction générale de l'armement (DGA) – et du Secrétariat général pour l'administration (SGA) a renforcé très largement l'ancrage des civils au sein de l'institution. De

La répartition du personnel civil par catégorie

	Cat. A ou niv. I	Cat. B ou niv. II	Cat. C ou niv. III	Ouvriers de l'État	Total	%
Terre	813	1 090	2 543	3 612	8 058	13,4
Marine	425	586	959	774	2 744	4,5
Air ¹	737	834	723	2 785	5 079	8,4
Autres services ²	9 148	9 571	16 341	9 396	44 456	73,7
Total	11 123	12 081	20 566	16 567	60 337	100
%	18,4	20	34,1	27,5	100	

1. Dont SIAé.

2. SCA, SSA, DGA, SGA (dont DICoD), DIRISI, SEA, SIMu, OIAS, DRM, DRSD, DGSE, DPID, DGSIC, DGRIS et EMA (partie centrale).

Perception de l'habillement par un militaire.



© JEAN-JAQUES CHATAFARD/DICOD

même que la professionnalisation des armées, en 1996, a contribué à accroître significativement leur rôle. Aujourd'hui, le ministère des Armées se distingue par la variété des métiers, des compétences et des parcours professionnels de ses agents civils. Les principaux domaines dans lesquels sont employés les civils restent le soutien des forces (Organisation interarmées du soutien, Service des essences des armées, Service du commissariat des armées, Service interarmées des munitions), le SGA, l'armée de Terre et la DGA. Les civils exercent leurs fonctions à tous les niveaux de responsabilité. L'une des orientations stratégiques de la DRH-MD, issue du rapport 2016 du contrôleur général des armées Philippe Hamel, consiste aujourd'hui à favoriser la complémentarité entre les personnels civils et militaires du ministère des Armées et à promouvoir une identité commune. « Partout où il y a un militaire, à part peut-être sur les théâtres d'opérations, il y a un civil, précise Olivier Baour. Nous travaillons sur cette complémentarité : comment la renforcer et comment l'assurer jusqu'en opérations extérieures ? »

UNE CULTURE COMMUNE

Des études menées en 2007 par le comité du Centre d'études en sciences sociales de la Défense (« Vers une identité commune aux acteurs de la défense ») et en 2014 par le Centre de recherches internationales (« L'identité militaire et l'identité du personnel civil : rétrospective historique, dimension comparatiste internationale et perspectives 2020 ») constatent et regrettent la

coexistence, plutôt que la cohabitation, d'identités propres aux différentes composantes du ministère. « L'identité militaire est singulière. L'engagement personnel est fort et les relations créées entre soldats sont puissantes, il y a cette idée de frères d'armes, souligne le chef du département carrières et compétences. Il faut réussir à créer une identité et à valoriser une culture commune avec les civils, bien qu'on ne parte pas de zéro... Les civils rejoignent rarement le ministère des Armées par hasard. »

DES CIVILS PROCHES ET CONCERNÉS

De fait, selon les chiffres de l'étude réalisée par la DRH-MD en 2016, 66 % des civils intègrent le ministère avec la volonté de travailler pour la fonction publique, assortie, pour 61 %, d'un intérêt propre pour la Défense. Par ailleurs, 69 % des civils se sentent proches de la culture militaire et 89 % se disent concernés lorsque les opérations militaires ou l'organisation du ministère sont évoquées dans les médias. « La porosité des statuts explique aussi cette complicité et cette complémentarité forte entre civils et militaires », analyse Blandine Le Bris, adjointe du chef du département carrières et compétences. Le personnel civil est attaché au ministère des Armées en tant qu'employeur, ainsi qu'à ses missions et ses valeurs. Les civils sont à 87 % fiers de travailler pour la Défense et 78 % estiment qu'il règne un esprit d'équipe dans leur service. Des chiffres forts dont le ministère peut se féliciter, car cette proximité est aussi le reflet du lien armée-nation. ●

Services de renseignement

Des civils au premier plan

Depuis plusieurs années, pour faire face aux nouvelles menaces et rester dans la course des nouvelles technologies, DGSE, DRM et DRSD intensifient leur recrutement de civils. Ingénieurs informaticiens et linguistes sont notamment très recherchés.

Par *Éléonore Krempff*

Caroline a la quarantaine. Féminine, un carré court et des cheveux blonds, elle affiche tous les attributs de la « *working girl* » dynamique et volontaire. Malgré ses 32 ans, Stanislas, lui, ressemble à un étudiant tout juste sorti d'école, décontracté et discret. Deux personnalités au profil passe-partout qui, pourtant, au quotidien, exercent un métier hors du commun au sein de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Ils font partie des 5 000 civils du ministère des Armées œuvrant dans l'anonymat le plus complet dans le domaine du renseignement au sein de la DGSE, de la Direction du renseignement militaire (DRM) et de la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD).

Depuis les attentats de 2015, les candidatures affluent au sein des trois services. Le renforcement des effectifs, amorcé par le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008, a été intensifié par la loi de programmation militaire 2014-2019.

« Avec les événements de 2015, nous recevions une centaine de candidatures par jour. Aujourd'hui, cela tourne autour d'une trentaine, déclare Éric, chef de secteur adjoint recrutement à la DGSE. Pour les seuls analystes, cette année, par voie de concours, 1 000 candidats se sont présentés pour 20 postes. » Pour faire face à l'évolution des menaces et des nouvelles technologies, le recrutement dans le secteur du renseignement s'est adapté, se tournant ces dernières années plus particulièrement vers le personnel civil. Le vivier est important, du BTS au BAC+ 5, pour pourvoir les postes ouverts aux fonctionnaires comme aux contractuels dans le cœur de métier du renseignement et de la contre-ingérence, dans les fonctions de soutien ou bien encore dans les nouveaux métiers : cyber, big data, intelligence artificielle, sécurité des systèmes d'information.

CONCOURS SPÉCIFIQUE À LA DGSE

« À la DGSE, nos recrutements se font à 50 % par concours de la fonction publique (catégories A, B et C) ; 25 % sont issus de candidatures spontanées et le quart restant sont des postes militaires, indique Philippe, directeur adjoint de l'administration, chargé du pilotage. Nous possédons notre propre corps de fonctionnaires. Accessible par un concours spécifique, il permet de travailler dans différents types de domaines – action, technique, réflexion – et offre des évolutions en interne. » Une mobilité dont Caroline, entrée dans la « boîte » il y a une quinzaine d'années par concours, a profité. D'abord analyste, puis affectée à l'étranger pour faire de la recherche terrain, elle a ensuite rejoint la direction de la stratégie pour valoriser la production du service avant d'occuper son poste actuel : chef de bureau « monde turco-arabe » à

Les effectifs

DGSE 5 500 personnes, hors service action, dont 75 % de civils (50 % fonctionnaires, 25 % contractuels).
Objectif 2019 : environ 6 000 personnes.

DRM 1 800 personnes dont 28 % de civils (60 % contractuels et 40 % fonctionnaires).
Objectif 2019 : 2 100 personnes dont 30 % de civils.

DRSD 1 300 personnes dont 24 % civils.
Objectif 2019 : 1 600 personnes, dont 30 % de civils.

Au sein des différents services de renseignement, les civils bénéficient d'une grande mobilité interne. Ils peuvent au fil de leur carrière travailler sur le terrain, au sein de services techniques ou à la stratégie.



DGSE

la direction du renseignement. « C'est un métier jubilatoire. Le jour de la libération de Mossoul, je suis revenue travailler le soir même, mais je n'ai pas pu en parler autour de moi ! » Travailler à la DGSE implique certaines contraintes et obligations ; chaque employé fait ainsi régulièrement l'objet d'enquêtes de sécurité et d'évaluations psychologiques. Avant d'être engagé en tant que contractuel à la suite d'une candidature spontanée, Stanislas, ingénieur informaticien à la direction technique, a passé de nombreux entretiens ainsi qu'une batterie de tests : « L'embauche a pris plusieurs mois ! Nulle part ailleurs on ne rencontre ce genre de contraintes. Cela peut rebuter, mais l'état d'esprit et la cohésion de groupe sont uniques. » « Les civils possèdent des compétences particulières que n'ont pas les militaires. Ils apparaissent complémentaires, relève Armand, le conseiller recrutement de la DRM, qui elle aussi adapte sa politique d'embauche, de gestion et de promotion du personnel civil. Ici, nous sommes comme un laboratoire où coexistent différents statuts et c'est cette diversité qui fait notre richesse. L'apport du travail effectué par nos civils est énorme. Ils possèdent une expertise pointue et font preuve d'un état d'esprit volontaire et d'une grande motivation. Ils doivent être parfaitement reconnus pour leurs qualités professionnelles. C'est pourquoi le recrutement est un travail d'orfèvre : on fait du sur-mesure ! » Ainsi, un certain nombre de civils de la DRM ont-ils pu appuyer et prendre part à des missions opérationnelles ces dernières années, dans le cadre de la réserve ou dans des fonctions particulières motivantes et attractives. Bien que les candidatures soient nombreuses, certains postes nécessitant des compétences rares peinent à être pourvus. La difficulté est liée au caractère limité

du vivier de candidats, sachant que de nombreuses autres administrations de l'État et des entreprises prospectent des profils analogues, ces dernières offrant un niveau de rémunération nettement plus élevé. C'est notamment le cas pour les ingénieurs informatiques et les linguistes (chinois, russe, turc). Pour dénicher la perle rare, chaque direction n'hésite pas à aller « chasser » à la sortie des écoles : Sciences-Po, grandes écoles d'ingénieurs, Institut national des langues et civilisations orientales, ou encore écoles de commerce. La DRM, pour diversifier les profils, s'intéresse également à des formations moins académiques, dispensées par exemple à 42, une école d'autoformation en codage informatique. « La nouvelle génération est plus zappeuse, plus geek, note le responsable recrutement de la DGSE. Pour pouvoir sélectionner, il faut beaucoup de candidats. Nous proposons des stages de six mois en sortie d'école, ce qui représente un vivier énorme. »

DRSD RECHERCHE ENQUÊTEURS

Du fait de l'augmentation des embauches au ministère, les besoins d'habilitation pour le personnel s'amplifient : « Entre 2014 et 2017, les enquêtes ont doublé ! On parle peu de ce métier pourtant extrêmement important pour toute la communauté défense », explique Gwenaëlle, chef de la section recrutement et mobilité à la DRSD. Située au fort de Vanves, cette entité spécialisée dans la contre-ingérence et la sécurité du personnel, des informations, du matériel et des installations est la seule compétente pour mener ces procédures d'habilitation. D'ici à 2019, la DRSD, la DRM et la DGSE ont prévu d'engager près de 1 000 civils supplémentaires. Preuve qu'en matière de renseignement, l'habit – civil ou militaire – ne fait pas le moine. ●

Assistants sociaux des armées

Offrir un soutien attentif aux soldats

Au quotidien, les 641 professionnels de l'Action sociale des armées agissent en faveur de l'ensemble du personnel du ministère. Ils sont très présents pour aider et conseiller les militaires et leurs familles lorsque ceux-ci rencontrent des difficultés.

« **R**éactivité et disponibilité, voilà les maîtres mots du rôle de l'assistante sociale des armées », confie Florence Jégard. Depuis 2012, cette professionnelle assure le soutien social de 850 marins (sur un effectif de 1 200) du porte-avions *Charles-de-Gaulle*. Elle a également en charge un secteur géographique où les interventions auprès des retraités, veuves, isolés, anciens conjoints et ex-engagés radiés des contrôles sont nombreuses. Au sein de l'Action sociale des armées (ASA), les 641 assistants et conseillers de service social, dont elle fait partie, ont pour rôle d'accompagner civils et militaires dans leurs vies personnelles et professionnelles. L'un de leurs objectifs majeurs : le bien-être des militaires avant, pendant et après les missions opérationnelles.

ÉCOUTER, CONSEILLER, ORIENTER, NÉGOCIER, ANIMER

Le champ d'intervention de celles et ceux qu'on appelle plus couramment les « assistantes sociales » couvre tous types de problématiques. Mais l'ASA est particulièrement attentive aux contraintes propres à la carrière militaire, notamment sur les questions relatives aux blessés, au décès en service et au départ à la retraite. Leur rôle est vaste puisqu'il s'agit autant d'écouter, de conseiller, d'orienter, de négocier que d'animer.

Pour accompagner au mieux, les assistants de service social travaillent en lien étroit avec le commandement militaire. Une collaboration utile et nécessaire selon le lieutenant de vaisseau Stéphane, expert ressources humaines du *Charles-de-Gaulle* : « L'Action sociale des armées possède des compétences d'expertise importantes qui contribuent à la décision. Certains marins parlent spontanément de leurs problèmes à leurs supérieurs, tandis que d'autres n'osent pas. Sans dévoiler les renseignements soumis au secret professionnel, l'assistant de service social est à même d'argumenter sur des éléments utiles à la bonne décision, conjuguant l'intérêt du personnel et l'intérêt du service. »

Sur la base navale de Toulon, Florence Jégard assure chaque semaine des permanences et nombreux sont les marins qui viennent la rencontrer. Elle tient également à effectuer des visites à domicile grâce auxquelles elle peut rencontrer les conjoints, les enfants et les personnes plus fragiles dans un environnement qui leur est familier.

Des actions collectives, organisées avec le commandement militaire, sont également régulièrement mises en place. Sur le porte-avions, celles-ci se déclinent en trois volets. « Le séminaire des nouveaux embarqués nous permet de nous présenter aux plus jeunes et de faire un simple rappel aux marins aguerris. Ma collègue et moi-même organisons aussi des formations pratiques et, surtout, des sessions d'aide au budget. Ce dernier volet se révèle particulièrement important, insiste Florence Jégard. Car certains jeunes marins anticipent leur solde ou leurs primes de mission et s'engagent dans



© OLIVIER LE COMTE/ECPAD

Réunion d'instruction de dossiers de l'Action sociale des armées.

Deux assistantes sociales des armées s'entretiennent avec les référents du porte-avions *Charles-de-Gaulle* à Toulon.



© OLIVIER LE COMTE/ECPAD

des crédits ou des achats onéreux. Or, il se peut que ces primes ne soient pas versées pour différentes raisons. Actuellement, le Charles-de-Gaulle est en arrêt technique majeur, cela signifie la suspension des missions, donc du versement des primes. »

EN IMMERSION SUR LE PORTE-AVIONS

Être à l'écoute du militaire, c'est aussi se rendre compte de ce qu'est son métier. Quoi de mieux pour cela que de le vivre par l'immersion. Par trois fois, Florence Jégard a été invitée à embarquer sur le bâtiment pour partager le quotidien des marins dont elle s'occupe. « *C'est primordial pour nous. Par exemple, sur le pont d'envol, la tension est maximale et tous les marins sont liés les uns aux autres. Pour faire ce travail, il ne faut absolument pas être préoccupé par un problème personnel* », confie-t-elle. Une opinion partagée par le commandant en second du porte-avions, Guillaume, pour qui la pré-

sence d'assistantes sociales sur la base représente une véritable chance. « *Notre métier de militaire est exigeant, nous avons besoin que les marins soient extrêmement attentifs. Ils le sont d'autant plus s'ils savent que le service social est présent à l'arrière pour prendre soin de leurs familles* », souligne l'officier. Un officier marinier le confirme : « *Le travail de l'Action sociale des armées est indispensable.* » En septembre 2015, après son affectation sur le bâtiment, sa famille s'est retrouvée dans une situation délicate. Il a alors rencontré Florence Jégard en vue d'obtenir un soutien pour ses enfants. Aujourd'hui, il lui en est reconnaissant. « *C'est une personne qui fait son travail avec le cœur. Nous avons bénéficié du soutien nécessaire et toutes nos démarches ont abouti* », témoigne-t-il. « *Il ne faut jamais baisser les bras, lui répond-elle, émue. Ce qui m'importe, c'est que vous puissiez redémarrer dans votre vie. Si j'ai pu vous aider à le faire, alors j'ai réussi.* » ●

L'Action sociale des armées

En 1917, les armées créent leur premier service social. Des travailleuses sociales, qu'on appelle alors « surintendantes d'usine », sont recrutées dans les entreprises d'armement, où les femmes participent à l'effort de guerre. En 1939, chacune des trois armées – Air, Terre et Marine – crée son propre service social. Neuf ans plus tard, l'Action sociale des forces armées voit le jour par décision ministérielle. Elle prend le nom qu'on lui connaît aujourd'hui – Action sociale des armées (ASA) – en 1961. Au sein du ministère des Armées, l'ASA est rattachée au Secrétariat général pour l'administration. Elle compte 641 assistants et conseillers de service social, qui sont susceptibles d'intervenir auprès de 271 000 membres des personnels civil et militaire ainsi que de leurs familles.

Service d'infrastructure de la Défense

La mixité, clé de l'efficacité

Parmi les 6 800 membres du Service d'infrastructure de la Défense, 70 % sont civils, 30 % militaires. Habitués à travailler ensemble de longue date, ils œuvrent en parfaite complémentarité. La preuve avec le tandem chargé des achats d'énergie.

« **A**vant votre venue, nous nous sommes creusé la tête. Parler des relations entre civils et militaires ? Cette question nous a déstabilisés, c'est tellement naturel pour nous de travailler ensemble. La complémentarité, ici, au Service d'infrastructure de la Défense (SID), est évidente », confie l'ingénieur principal militaire d'infrastructure (IPMI) Frédéric Bomme, chef de la section achats d'énergie à la Direction centrale

du Service d'infrastructure de la Défense (DCSID). Il travaille en binôme avec Romain Quantel, son adjoint, attaché d'administration de l'État (AAE). Les deux hommes sont chargés d'acheter le gaz et l'électricité servant à alimenter les sites militaires et industriels du ministère des Armées. Si chacun d'eux possède une identité bien distincte, militaire ou civile, cela n'empêche en rien une collaboration harmonieuse. « Pas de ségrégation statutaire au SID : la culture du partage et de la compétence règne. Le management prévaut sur le commandement », ajoute l'ingénieur militaire.

PAS DE DISTINCTION DE STATUT

La mixité des statuts est depuis longtemps une caractéristique forte du SID, les civils y sont d'ailleurs majoritaires. « Sur 6 800 collaborateurs, 70 % sont civils et 30 % militaires. Mettre tous les moyens en œuvre pour réaliser les objectifs fixés passe par le recrutement de personnel compétent, sans distinction de statut, et par leur accompagnement », précise l'IPMI Bomme. En parallèle de sa fonction, l'ingénieur principal a suivi un mastère spécialisé en management des marchés de l'énergie à CentraleSupélec. Cette formation de haut niveau, proposée aux militaires comme aux civils, illustre le traitement indifférencié qu'applique le service à ses employés. Une politique qui concourt à la bonne harmonie des rapports. Au SID, comme dans la majorité des services du ministère des Armées, les possibilités d'évolution de carrière des civils sont identiques à celles des militaires. Les postes à responsabilité sont accessibles sans distinction de statut. Selon l'étude réalisée par la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense, en 2016, les civils exercent leurs



Visite de chantier par un agent civil du Service d'infrastructure de la Défense.

© PATRICK PALMESANI/SGA/COM

Un duo qui fonctionne : Romain Quentel, attaché d'administration de l'État, et Frédéric Bomme, ingénieur principal militaire d'infrastructure, responsables de la section achats d'énergie du Service d'infrastructure de la Défense.



© PATRICE MAYON/DICOD

fonctions à tous les niveaux d'encadrement. La plupart sont responsables d'autres civils (55 %), ils le sont moins souvent de militaires (22 %) ou d'autant de civils que de militaires (23 %).

« En ce qui concerne les ministères, l'achat d'énergie est réalisé au niveau interministériel par la Direction des achats de l'État, mais celui des Armées fait exception. Premier consommateur d'énergie de l'État, il dispose de sites stratégiques ou atypiques à alimenter en gaz et en électricité. Il réalise lui-même, en autonomie, la quasi-totalité de ses achats via l'action de la DCSID », précise l'IPMI Bomme. Ce champ singulier sur lequel se positionne le SID nécessite des personnes aux profils et compétences variés.

« Tous les militaires ne possèdent pas cette culture interministérielle, à l'inverse des civils. Ces derniers facilitent et fluidifient les relations entre services de l'État. Ils apportent également une certaine stabilité. Si je suis projeté en opération, je partirai confiant. Je sais que mon adjoint sera là pour assurer la continuité de notre travail », assure l'ingénieur militaire. « C'est là que la différence de statuts, mais aussi de profils et de compétences, si elle est complémentaire, est bénéfique. Au SID, les postes civils sont considérablement valorisés. Sans compter qu'un duo efficace et qui fonctionne bien emporte la confiance et la considération de sa hiérarchie, ce qui est gratifiant et l'engage à mieux collaborer encore pour préserver cette harmonie », souligne son adjoint, Romain Quentel. Le binôme civil-militaire prend ici tout son sens.

Au SID, ce n'est pas le statut mais la fonction occupée qui compte et la mixité qui en résulte aboutit à un pari gagnant. Mais qu'en est-il au niveau individuel ? Pour l'IPMI Bomme, le civil, s'il a tout à fait

sa place au ministère des Armées, doit comprendre et accepter la culture militaire. Depuis 25 ans qu'il travaille avec des civils, il n'a rencontré que des interlocuteurs qui avaient intégré naturellement et spontanément cette culture des armées. « Ils sont conscients de participer au soutien des forces, souligne l'IPMI Bomme. Mais cela ne doit pas s'arrêter uniquement à une bonne entente. La collaboration va plus loin, jusque dans l'accompagnement et le soutien. Romain, par exemple, fait partie de la nouvelle génération de civils : il est cadre, AAE, peu sédentaire et ambitieux. Le valoriser, lui permettre de progresser, fait aussi partie de notre objectif. »

DES CIVILS FIERS DE TRAVAILLER POUR LES ARMÉES

L'adjoint en question le rejoint : dans le contexte actuel, travailler pour le ministère des Armées est une fierté pour les civils. Un temps d'adaptation afin de bien appréhender le monde militaire est cependant inévitable. « Avoir un collègue militaire simplifie l'appropriation de cette culture et de cet environnement. Le travail avec les autorités s'en trouve même facilité au quotidien. Rigueur, maîtrise, sens de l'organisation, des procédures claires et sécurisées... ces qualités prêtées au monde militaire ne sont pas une légende », estime l'AAE.

Le Service d'infrastructure de la Défense représente un bel exemple du partage d'une culture commune et d'une complémentarité entre civils et militaires fondées sur des valeurs fortes mises au service de l'institution. « Finalement, conclut l'IPMI Bomme, parler des relations entre civils et militaires, c'est se rendre compte que le ministère des Armées sait véhiculer ses valeurs et les faire partager à son personnel. Il sait aussi l'accompagner et prendre la mesure de ses attentes. »

Transport et appui d'élite

Le 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales a fêté ses 25 ans en 2017. Projetable sur très court préavis, prêt à intervenir sur tous les théâtres extérieurs comme sur le territoire national, il est indispensable aux forces spéciales des trois armées. Actuellement équipée de 42 appareils et armée par 500 militaires, l'unité verra ses effectifs augmenter et son parc renouvelé d'ici 2025.

Par *Éléonore Krempff*



© GILLES GESQUIÈRE/ARMÉE DE TERRE

Des commandos des forces spéciales rejoignent un Caracal du 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales lors d'un exercice.

Le 11 janvier 2013, lors de la première phase de l'opération Serval, tous les regards étaient braqués sur cette poignée de militaires du 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales (4^e RHFS) en première ligne pour stopper l'avancée des groupes djihadistes vers le sud du Mali, perdant dans l'engagement l'un de leurs pilotes.

Depuis un quart de siècle, les opérateurs du 4^e RHFS sont présents sur tous les théâtres d'opérations (ex-Yougoslavie, Côte d'Ivoire, Afghanistan, Libye, bande sahélo-saharienne, Levant) ainsi que sur le territoire national. Partout le régiment y décline sa devise, « Nulle part sans nous », en développant des procédures d'emploi et des modes d'action novateurs, en lien étroit avec toutes les unités des forces spéciales avec lesquelles il est amené à opérer.

À la disposition du Commandement des opérations spéciales (COS), ce régiment unique maintient une capacité aéromobile permanente pour être enga-

gée dans des crises et conflits sur très court préavis. Seuls la Grande-Bretagne et les États-Unis disposent d'un tel outil dédié aux forces spéciales. En 25 ans, le 4^e RHFS s'est développé et s'est adapté aux rythmes des engagements opérationnels.

Tout commence « en 1992, lorsque le chef d'état-major de l'armée de Terre, le général d'armée Marc Monchal, dédie trois hélicoptères de manœuvre au COS, créé à la même période, expose le colonel Jean-Christophe Veyssièrre, commandant le 4^e RHFS. Par la suite, l'unité devient escadrille, puis détachement, et, enfin, régiment en 2009. Aujourd'hui, celui-ci compte 42 hélicoptères (Puma, Cougar, Caracal, Gazelle et Tigre) et environ 500 hommes et femmes. »

Directement rattaché au Commandement des forces spéciales terre, le 4^e RHFS appuie l'ensemble des forces spéciales françaises : commandos marine, 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine, 13^e régiment de dragons parachutistes, commandos de l'air.

AU SERVICE DU GIGN ET DU RAID

Depuis 2006, le Groupe interarmées d'hélicoptères (GIH), qui appartient au 4^e RHFS mais est basé en région parisienne, intervient au profit du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et de l'unité d'élite de la police nationale (Raïd, recherche, assistance, intervention, dissuasion) pour les

missions de sécurité intérieure. « Le GIH est devenu, en dix ans, un outil interarmées mature composé de Puma – cinq de l'armée de Terre et deux de l'armée de l'Air. Les unités du 4^e RHFS basées dans le Sud-Ouest étant davantage tournées vers l'engagement extérieur, le GIH assure, lui, la continuité de la lutte contre le terrorisme sur le territoire national auprès des unités d'élite des forces de sécurité intérieure », précise le colonel Veysièrre.

AVITAILLEURS ET MAINTENANCE

« Le 4^e RHFS ne comprend pas que des pilotes, souligne le chef de corps. Des avitailleurs tactiques suivent également les commandos sur le terrain pour ravitailler les machines ; des logisticiens nous permettent de vivre en opération. Cela nécessite de recruter des gens sur des profils physiques mais aussi psychologiques particuliers. Nos opérateurs sont des personnes stables émotionnellement avec un bon niveau sportif et dotées d'une force morale importante. »

En 2014, une nouvelle escadrille dédiée à la maintenance des hélicoptères de manœuvre nouvelle génération, Cougar et Caracal, a renforcé les effectifs et les compétences du régiment. Un an auparavant, la 7^e escadrille, unité de commandement et de logistique, avait déjà été constituée.

PERSONNEL SUPPLÉMENTAIRE ET NOUVELLES MACHINES

D'ici 2025, le régiment devrait voir ses rangs gonfler pour atteindre un effectif d'environ 750 hommes et femmes. « Nous devrions également disposer de nouvelles machines comme le Tigre HAD (hélicoptère appui destruction) dans les mois à venir, complète le colonel. La Gazelle sera remplacée par le H160, retenu dans le cadre du programme d'hélicoptères interarmées légers. » Quant au parc d'hélicoptères de manœuvre, il devrait voir arriver des NH90. Ces appareils seront adaptés pour les forces spéciales.

« Le régiment est en pleine construction dans les volets ressources humaines, infrastructures, équipements et innovations ! Au-delà de l'engagement et de la préparation opérationnelle des opérateurs, la planification de l'avenir et la conduite de ces changements seront également des éléments déterminants pour le régiment », conclut le chef du 4^e RHFS.



© GILLES GESQUIÈRE/ARMÉE DE TERRE



© ANTHONY THOMAS-TROPHIME/DICOD

Récupération par grappe de commandos du 1^{er} régiment de parachutistes d'infanterie de marine.

Un hélicoptère Puma du GIH survole Paris avec à son bord des membres du GIGN.

De fil en treillis

TDV Industries fait actuellement partie des trois entreprises choisies pour la fabrication du tissu des treillis militaires français. Spécialisée dans le vêtement professionnel, cette société de 160 salariés installée à Laval, en Mayenne, conjugue matières premières de qualité, machines ultraperformantes et maîtrise totale de la chaîne de production pour satisfaire aux critères du cahier des charges du Centre d'expertise du soutien du combattant et des forces.

Par Samantha Lille – photos : Anthony Thomas-Trophime/Dicod



Pendant l'opération de renouage, les fils sont reliés un à un entre eux.

Rarement épargné par le terrain, qu'il soit montagneux, désertique ou tropical, le treillis est le fidèle compagnon de route de bon nombre de militaires. Impossible donc de transiger sur sa qualité, notamment sur la fiabilité de son tissu.

Dans ce domaine, l'armée française fait actuellement appel à trois fabricants de textile : le Belge Utebel et les Français Europrotect et TDV Industries. Ce dernier, situé à Laval (Mayenne) et spécialisé dans le vêtement professionnel, a très

bien compris les enjeux d'un tel partenariat. Car au-delà d'une certaine fierté, la société de 160 personnes relève un véritable challenge. « *Notre premier défi est d'assurer une bonne reproductibilité de nos fabrications du 1^{er} janvier au 31 décembre. Le second consiste à toujours lier la technicité du tissu à un maximum de confort pour le combattant* », résume Bruno Simon, responsable de l'excellence opérationnelle chez TDV Industries. Derrière ce titre qui interpelle se cache la volonté farouche de l'entreprise de se montrer toujours plus performante. Elle a d'ailleurs fait sienne la devise d'Aristote : « *L'excellence est un art que l'on n'atteint que par l'exercice constant. Nous sommes ce que nous faisons de manière répétée. L'excellence n'est donc pas une action mais une habitude.* »

Et, pour y arriver, le fabricant labellisé « *origine France garantie* » dispose d'une recette infaillible, adossée à un solide cahier des charges établi par le Service du commissariat des armées via son Centre d'expertise du soutien du combattant et des forces (Cescof).

350 000 KILOMÈTRES DE FIL PAR JOUR

Le choix de la matière première lance le processus de fabrication et, qu'il s'agisse de coton ou de polyester, le mélange est toujours savamment dosé. La transformation des fibres est ensuite orchestrée avec une minutie digne d'une opération militaire. Elles sont d'abord aérées, nettoyées et cardées, c'est-à-dire peignées, avant de prendre la direction de la filature.

Salle dédiée
au processus
de teinture.

Un spécialiste
du Centre
d'expertise
du soutien
du combattant
et des forces
examine
la qualité
du tissu.



Dans ces ateliers, 350 000 kilomètres de fil sont fabriqués chaque jour, soit 8 fois la circonférence de la Terre. Une fois gainés à l'aide d'amidon, les fils sont placés sur l'un des 54 métiers à tisser qui travaillent à la cadence infernale de 1 100 coups à la minute ! Des petits bijoux de technologie chouchoutés quotidiennement : l'air de la pièce est renouvelé 28 fois par heure.

TISSUS HYDROFUGES OU INSECTICIDES

Ensuite, le tissu est blanchi avec de l'eau oxygénée et lavé à 95 °C grâce à des machines ultramodernes pour lesquelles l'entreprise a investi plusieurs millions d'euros en 2014. Enfin, les deux dernières étapes consistent à teindre les rouleaux de 4 500 mètres et à leur appliquer le traitement souhaité par le client. « Nous pouvons aussi bien donner une fonctionnalité hydrofuge à un tissu que lui administrer du répulsif antimoustique et de l'insecticide », éclaire Christophe, en charge du secteur. En réalisant toute la fabrication – de la fibre au tissu teint, apprêté et stabilisé – sur un même site de quatre hectares, TDV Industries maîtrise la qualité à tous les stades de la filière. « En bout de chaîne, nous avons un juge de paix qui est le contrôle final. Cependant, dans le cadre du marché militaire, nous ajoutons un

second juge de paix : le Cescof. Leurs experts viennent valider l'ensemble de nos contrôles », précise Bruno Simon.

« Sur place, nous choisissons plusieurs pièces que nous examinerons attentivement afin de repérer d'éventuels défauts de tissage ou de camouflage. Nous prélevons ensuite des échantillons que nous envoyons dans notre laboratoire, à Angers, où de nombreux tests sont effectués. Nous évaluons notamment la résistance mécanique, les coloris, puis, nous vérifions la bonne réflectance infrarouge qui permet de casser la silhouette du soldat la nuit, mais également tout ce qui est lié à la tenue dans le temps, pour cela nous procédons notamment à des essais d'abrasion. À l'issue, en fonction des défauts constatés et des résultats du laboratoire, soit les tissus sont acceptés avec ou sans réfaction, soit ils sont rejetés », explique Joel Plommet, chef du bureau technique du Cescof. En effet, il n'est pas question qu'un pantalon se transforme en short au premier accroc, d'autant qu'un soldat a rarement le temps de sortir un fil et une aiguille en opération... C'est également pour cette raison qu'il est fortement recommandé aux militaires de ne s'équiper qu'avec l'habillement réglementaire, qui répond à ces exigences très strictes. Aujourd'hui, TDV Industries

fabrique aussi bien du textile de type bariolé « centre Europe » que sable et travaille sur les tissus des futurs treillis de l'armée française. Ces nouveaux produits auront pour particularité d'être intrinsèquement non-feu grâce, entre autres, à l'emploi de fibres aramides, résistantes aux flammes et à la chaleur. Les utilisateurs devront néanmoins encore patienter un peu, les premières livraisons sont prévues pour fin 2018, début 2019. ●

CHIFFRES CLÉS

- Pour obtenir une balle de coton (environ 220 kilos), il faut récolter l'équivalent d'un terrain de foot de matière première.
- 600 millions de mètres de tissu ont été produits par TDV Industries depuis sa création en 1866.
- 750 000 mètres de tissu « camouflage » ont été réceptionnés par le Service du commissariat des armées entre septembre et décembre 2017.
- 5 mètres de tissu sont nécessaires pour réaliser un treillis.



Attaque de fantassins français sur le mont des Singes, au Chemin des Dames, lors de l'offensive Nivelle au printemps 1917. Cette bataille menée jusqu'en octobre aboutira à l'affaiblissement des capacités offensives françaises.



Début 1918

La guerre est loin d'être gagnée

À l'aube de 1918, jamais l'issue du conflit débuté en 1914 n'a semblé aussi éloignée. À l'occasion du centenaire de la fin de la Grande Guerre, *Armées d'aujourd'hui* a choisi de revenir chaque mois sur la dernière année de cette guerre qui marque « la fin d'un monde et le début d'un siècle ».

Par Thomas Casaux

« **N**ous tiendrons, nous tiendrons ». Cette formule prononcée par un Georges Clemenceau déterminé durant le comité de guerre du 13 décembre 1917 résume l'état d'esprit dans lequel se trouvent la France et ses alliés alors que le monde va entrer dans la quatrième année d'une guerre débutée à l'été 1914. La situation militaire de l'Entente est moins favorable qu'elle ne l'était début 1917 alors que les Empires centraux se préparent à jouer leur va-tout pour arracher la victoire. Les capacités offensives de l'armée française sont affaiblies après la bataille du Chemin des Dames (avril-octobre 1917). Le général Nivelle, à la tête de

l'offensive, clamait pourtant que « nous rompons le front allemand quand nous voudrons ». Cet échec sanglant a coûté la vie à 350 000 soldats français et allemands et déclenché des mutineries. Dans les Flandres belges, l'allié britannique compte ses morts après la bataille de Passchendaele (juillet-novembre 1917) qui, pour le Premier ministre anglais Lloyd George, « sera pour toujours au premier rang des batailles les plus gigantesques, les plus sanglantes et les plus inutiles de l'histoire ». Les Britanniques n'ont avancé que de 8 kilomètres dans les champs des Flandres, où reposent désormais plus de 400 000 soldats des deux camps.



© AFFRIA NOVOSTI/SPUTNIK

L'insurrection bolchevique est lancée le 25 octobre 1917 depuis le palais Smolny, à Saint-Pétersbourg.

De leur côté, les Italiens pansent leurs plaies à la suite du désastre de Caporetto (24 octobre-9 novembre 1917) qui a failli les conduire à la capitulation. La France et la Grande-Bretagne ont envoyé plusieurs divisions en catastrophe pour aider les Italiens à rétablir la situation et ont créé le Conseil suprême de guerre dans la foulée, pour « assurer une meilleure coordination de l'action militaire sur le front occidental de l'Europe », indique l'article 1 des statuts de la nouvelle entité.

À L'EST, DU NOUVEAU

À l'autre bout de l'Europe, le gouvernement bolchevique, issu de la révolution russe d'octobre, a signé un armistice le 15 décembre 1917. La fin des combats sur le front de l'est va permettre aux Allemands de transférer des divisions sur le versant occidental. « Avant que l'Amérique rentre en jeu, l'Allemagne doit frapper », résume Ludendorff, général en chef des armées allemandes, qui veut emporter la décision sur ce front durant le printemps 1918 avant que les troupes américaines ne soient pleinement opérationnelles. Ce retrait impacte également le front d'Orient. Sans l'appui russe, la Roumanie s'écroule et doit capituler, mettant un peu plus la pression sur le corps expéditionnaire franco-anglais de Salonique.

Enfin sur les mers, les marines de l'Entente ont pris le dessus sur la flotte allemande, qui a mené pendant l'année 1917 une guerre sous-marine à outrance pour mettre à mal le ravitaillement et les communications entre les États-Unis et ses alliés. La lutte sous-marine a d'ailleurs précipité l'entrée en guerre des Américains, qui sont plus qu'attendus, leur contribution ayant été jusque-là marginale. À l'arrière, les difficultés matérielles et les revers militaires ont des répercussions importantes sur le moral de la population, qui avait placé beaucoup

d'espoir dans les offensives de 1917. De nombreux mouvements sociaux et des grèves ont secoué le front arrière des deux camps. L'entrée en guerre des États-Unis améliore néanmoins progressivement l'approvisionnement de l'Entente alors que les Empires centraux affrontent des émeutes de la faim, le blocus maritime qu'ils subissent entraînant de graves pénuries alimentaires et matérielles.

De chaque côté du no man's land, les soldats sont épuisés et veulent la paix. Mais, paradoxalement, ils restent relativement déterminés. Le poilu français est prêt à une action sacrificielle pour repousser une offensive tandis que son adversaire allemand accepte de réaliser un dernier effort pour arracher la victoire lors d'une ultime percée. Les sacrifices consentis depuis le début de la guerre et les pertes sont tels que la paix n'apparaît possible que par une victoire militaire. Les tentatives de négociations, menées secrètement, ont d'ailleurs toutes échoué. L'idée d'une paix durable construite sur des principes directeurs, à l'image des quatorze points présentés par le président Wilson au Sénat américain le 8 janvier 1918, fait néanmoins son chemin. Mais on en est encore loin.

EN 1918, LE SANG VA ENCORE COULER

L'année 1918 s'ouvre donc sous le sceau de l'incertitude quant à l'issue de la guerre. Une chose est sûre, le sang va encore couler. De nombreux renseignements annoncent une offensive allemande d'une puissance inégalée : déplacements importants de troupes et d'artillerie, nouveaux types de gaz, utilisation massive de chars (alors que dans les faits l'Allemagne est dans l'incapacité d'en produire), entraînements intensifs... Qu'elles soient vraies ou fausses, ces informations annoncent un dénouement imminent. Dans un camp comme dans l'autre, tout le monde s'y prépare. ●

L'ESSENTIEL

- 15 décembre 1917 : armistice entre les puissances centrales et la Russie bolchevique.

- 8 janvier 1918 : Le président américain Wilson présente son programme diplomatique pour la paix.

- 21 janvier 1918 : Ludendorff et Hindenburg fixent leur stratégie sur le front ouest.

BIBLIOGRAPHIE

La Grande Guerre : fin d'un monde, début d'un siècle, de François Cochet, Perrin, 2014.



LA RÉCOLTE DE MIEL À BALARD

Depuis le printemps dernier, le site du ministère des Armées accueille cinq ruches sur un toit-terrasse végétal. L'une de nos journalistes s'est portée volontaire avec sept autres personnes pour participer à la récolte du précieux nectar qui a eu lieu cet été. Une expérience qui ne manque pas de piquant!

Par *Éléonore Krempff*



PHOTOS : ERWAN RABOT/SGACOM

1 Règle d'or : rester calme

Un appel à candidature a été lancé pour participer à la première récolte de miel organisée à Balard.

La profession d'apiculteur m'ayant toujours fascinée, je saute sur l'occasion. Surprise : je fais partie des huit privilégiés qui vont devenir apiculteurs en herbe le temps de cette initiation peu banale en plein Paris ! Avant de rejoindre le rucher, Christophe Gervais, informaticien et apiculteur amateur passionné, nous rappelle les consignes de sécurité : « *La règle d'or : rester calme !* ». Au moment d'enfiler nos combinaisons pour affronter les butineuses parisiennes, je n'en mène pas large ! J'ai beau avoir arpenté la planète dans des conditions parfois extrêmes, je crois me souvenir avoir été piquée, petite, et y avoir été allergique !

2 300 000 abeilles et moi et moi et moi



PARTENARIAT

L'installation de ruches sur les sites militaires est possible et facilitée depuis le protocole signé entre l'Union nationale de l'apiculture française et le ministère de la Défense en octobre 2011.

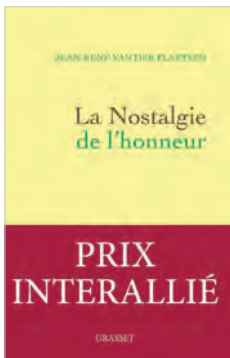
Tenues hermétiquement fermées, gants et voiles grillagés enfilés, une fois l'étanchéité du moindre zip ou scratch de nos tenues de cosmonautes soigneusement vérifiée, nous nous dirigeons vers les cinq ruches d'où le bourdonnement incessant des abeilles se fait entendre. Pas étonnant : chacune peut contenir plus de 60 000 abeilles au meilleur de la saison ! Contrairement aux idées reçues, elles s'épanouissent parfaitement en milieu urbain. « Ici, elles se nourrissent sur les marronniers, les acacias ou les tilleuls des parcs alentour, Suzanne Lenglen et André Citroën, explique l'apiculteur. À Paris, il n'y a pas de monoculture ; les espèces de fleurs sont donc plus variées et les traces de pesticides ou insecticides sont moins présentes. »

3

Faire diversion



Sur les consignes de notre mentor, je répands l'épaisse fumée blanche de l'enfumeur à l'entrée de la ruche, puis, une fois le couvercle de la hausse retiré, au-dessus également. Utilisée pour masquer les phéromones des abeilles, la fumée fait diversion et les rend moins agressives. Annonçant un danger, elle amène la colonie à se gorger de miel avant de fuir le lieu menacé par le feu et avoir l'énergie nécessaire pour commencer la construction d'un nouvel habitat. Ainsi occupées et calmes, elles nous laissent commencer la récolte. Nous retirons alors les cadres remplis de miel de leurs hausses et les débarrassons des abeilles restées accrochées. Ils seront ensuite amenés à la miellerie pour l'extraction et la mise en pot. Cette année, une dizaine de kilos de miel par ruche sont attendus.



LA NOSTALGIE DE L'HONNEUR

Récompensé par les prix Jean-Giono, Erwan-Bergot et Interallié, *La Nostalgie de l'honneur* évoque les souvenirs personnels et les réflexions de Jean-Crépin, compagnon de la Libération, grand-père de l'auteur, Jean-René Van der Plaetsen. À travers cette figure, l'écrivain retrace la geste héroïque de la 2^e division blindée et médite sur les valeurs qui animaient ses soldats. « Il m'a semblé nécessaire d'évoquer les hautes figures de quelques hommes que j'ai eu la chance de

connaître et de côtoyer. Gaulliste de la première heure, mon grand-père maternel était l'un d'entre eux, explique Jean-René Van der Plaetsen. C'est vers lui que je me tourne naturellement lorsqu'il m'apparaît que mes contemporains manquent par trop d'idéal. Ce héros d'hier pourrait-il, par son exemple, nous inspirer aujourd'hui ? C'est dans cet espoir, en tout cas, que j'ai eu envie, soudain, de revisiter sa grande vie. »

Jean-René Van der Plaetsen
éd. Grasset, 240 p., 19 euros



MATA HARI, Les vies insolentes de l'agent H 21

Son nom évoque la sensualité exotique, les intrigues sulfureuses... et l'intelligence avec l'ennemi en temps de guerre. Mais un siècle après son exécution à Vincennes, Mata Hari – de son vrai nom Margaretha Geertruida Zelle – reste pour de nombreux historiens une énigme. À partir d'archives du

ministère de la Défense, l'historien Bruno Fuligni a retracé le parcours chaotique de cette jeune hollandaise tour à tour mère de famille aux Indes néerlandaises, danseuse orientale dont le tout-Paris s'entiche, puis agent H 21 au service de l'Allemagne. Le récit passionnant d'une vie tumultueuse et tragique.

Bruno Fuligni,
éd. Gallimard, 191 p., 35 euros



MALI, au-delà du jihad

À travers un récit personnel nourri de paysages, de rencontres et d'anecdotes parfois insolites ou terribles, François-Xavier Freland, grand reporter indépendant qui fut correspondant de Radio France et France 24 au Mali, raconte les principaux événements qui ont plongé ce grand pays d'Afrique

de l'Ouest dans une longue crise politique, institutionnelle et sécuritaire. L'auteur s'est ainsi retrouvé embarqué dans l'histoire au temps présent, porté par une quête : comprendre les racines du mal qui ronge ce pays, au plus près de sa brûlante actualité.

François-Xavier Freland,
éd. Anamosa, 421 p., 25 euros

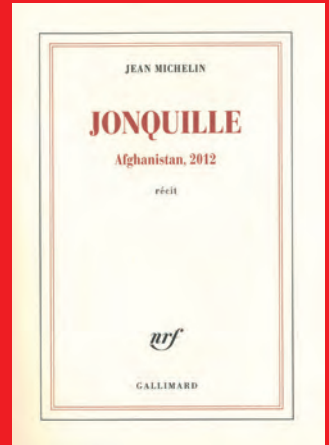


LA MARINE FRANÇAISE PENDANT LA GUERRE 14/18
Quand on n'a fait que son devoir

Les exploits discrets, mais néanmoins cruciaux pour la conduite de la guerre, et le dévouement des marins français pendant la Grande Guerre sont au centre de cet ouvrage qui veut redonner toute sa place à la Marine. Dans son analyse, l'auteur étudie sans complaisance les choix des décideurs face aux nouveaux défis stratégiques et organisationnels. La Marine a fait son devoir alors

qu'elle n'était pas prête. Les choix discutables faits avant la guerre et une mauvaise analyse des missions qui devaient lui être dévolues en cas de conflit ont coûté cher. En atteste de nouvelles formes de combat, comme la lutte anti-sous-marine, qui ont bousculé les certitudes tactiques. À la lumière de cette étude, la signature actuelle de la Marine apparaît pertinente et transposable au contexte de l'époque.

François Schwerer,
éd. Temporis, 336 p., 21,50 euros



JONQUILLE
Afghanistan 2012

Ils s'appellent Mathieu, Greg, Aïssa, David, Jean-Jacques... Jean Michelin est leur capitaine et leur compagnie s'appelle Jonquille. Nous sommes en Afghanistan, à l'été 2012, alors qu'à la mission de lutte contre les talibans se mêlent déjà les préparatifs du rapatriement annoncé par la France. Comment raconter la guerre à ceux qui ne la voient que de loin ? Comment parler des hommes et des femmes, de ce qu'ils sont, de ce qu'ils vécurent ? Jean Michelin, aujourd'hui commandant, a choisi de dire leur histoire, portrait après portrait, souvenir après souvenir, sans grand spectacle, à hauteur d'homme. Au fil de ses 368 pages, l'auteur décrit avec franchise son mandat de six mois, nous faisant passer par toutes les émotions. Tout, ici, est vu à travers un quotidien où les urgences du moment ne cessent de croiser l'attente, les liens familiaux, la fraternité, cette part intime qui ne disparaît jamais. Récits haletants des opérations de terrain, confidences paisibles du soir et angoisses du lendemain : tel est l'univers dont Jean Michelin nous ouvre les portes, avec une pudeur et une franchise qui touchent en profondeur. L'exercice du commandement est aussi une leçon de solitude.

Jean Michelin, éd. Gallimard,
368 p., 21 euros

CHECK LIST



CASQUE



GILET



RADIO



**COUVERTURE
GMPA**



**VOUS ALLEZ DE L'AVANT,
ON VOUS COUVRE**

PROJETS IMMOBILIERS

ACCIDENTS DE LA VIE

SANTÉ

SOLUTIONS RETRAITE

DÉPENDANCE

**PRÉVOYANCE
DÉCÈS
INVALIDITÉ**

- Des garanties indispensables pour vous et votre famille, valables partout dans le monde, en service et hors service
- Un capital pour faire face à vos dépenses en cas d'invalidité
- Un capital pour vos proches versé sous huit jours en cas de décès
- Des garanties complémentaires pour vous assurer une protection sur-mesure, adaptées aux risques spécifiques de votre métier

gmpa.fr

OFFRE SPÉCIALE

-20%*

Assurances
auto + habitation


EN VOITURE
ET À LA MAISON,
ON EST TÉGO.




Découvrez nos solutions d'assurances auto et habitation dédiées
aux professionnels de la communauté Défense-Sécurité et leur famille.

**AGPM, GMPA, AVEC VOUS,
POUR VOUS, NOUS SOMMES TÉGO**

Retrouvez les coordonnées
de votre conseiller sur :

 agpm.fr

 gmpa.fr

AGPM Assurances - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables régie par le Code des assurances - SIREN 312 735 163 00010 - APE 6512Z - Matricule n° exclusif en opérations de banque et services de paiement n° ORIAS 13005766 - www.oriass.fr - Rue Nicolas Appert, 83086 TOULON CEDEX 9 • **Groupement Militaire de Prévoyance des Armées (GMPA)** - Association déclarée, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, fondée en 1940, 20 place de Seine, 92 086 LA DEFENSE CEDEX A170077 • **Fédération Tégô** - Association régie par la loi de 1^{er} juillet 1901, déclarée le 14 septembre 2015 - 51 rue de Miromesnil 75008 PARIS • © libertyimages/istockphoto/52510 A170227 • Armées d'aujourd'hui - * Offre promotionnelle "Pack Auto/Habitation" de -20% la 1^{re} année. Vous bénéficiez de cette réduction jusqu'au prochain renouvellement annuel de votre contrat. Offres soumises à conditions. Il est nécessaire de créer ce pack soit en souscrivant simultanément un contrat Automobile et un contrat Habitation, soit de le compléter en souscrivant le contrat manquant. Offre valable pour tous contrats répondant au Pack signés avant le 31/03/2018.